

4° een voorstelling van de activiteiten die tijdens het jaar van de indiening van het dossier voorgenomen zijn;

5° een voorbegroting betreffende het kalenderjaar van de indiening van het dossier;

6° in het geval dat de vereniging voorafgaandelijk aan de oproep tot de kandidaturen werkte, een activiteitenverslag alsook de financiële rekeningen betreffende het kalenderjaar dat voorafgaat aan dat van de indiening van het dossier.

#### HOOFDSTUK III. — *Procedure tot vernieuwing van de erkenning*

**Art. 3.** In het geval dat de Vereniging erkend als Seniorencommissie de vernieuwing van haar erkenning wenst aan te vragen, zendt ze, per gewone brief, ten laatste tegen 1 april van het laatste jaar van erkenning het aanvraagdossier aan het Bestuur toe. Dat dossier bestaat uit een formele aanvraag om vernieuwing op vrij model opgesteld, alsook een algemeen evaluatieverslag zoals bedoeld bij artikel 8, § 2, van het decreet, opgesteld volgens het model als bijlage bij dit besluit (bijlage 2).

#### HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

**Art. 4.** § 1. Ten laatste tegen 31 oktober van het tweede jaar van de erkenning van de Vereniging, zendt het Bestuur een met redenen omklede nota aan de Minister toe waarin de toepassing van het Decreet geschat wordt.

§ 2. Binnen de twee maanden vanaf de ontvangst van de nota bedoeld bij § 1 brengt de Minister de Regering op de hoogte van de conclusies van de evaluatie.

**Art. 5.** De Minister bevoegd voor de permanente opvoeding is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 2 februari 2012.

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,  
Mevr. F. LAANAN

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 804

[2012/201381]

#### 9 FEVRIER 2012. — Décret modifiant le Code wallon du Logement (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modification du décret du 29 octobre 1998 instituant le Code wallon du Logement*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'intitulé du décret du 29 octobre 1998 instituant le Code wallon du Logement est complété par les mots « et de l'habitat durable ».

**Art. 2.** L'article 1<sup>er</sup> du même décret est complété par les mots « et de l'habitat durable ».

##### CHAPITRE II. — *Modifications du Code wallon du Logement*

**Art. 3.** A l'article 1<sup>er</sup> du Code wallon du Logement modifié par les décrets du 15 mai 2003 et du 20 juillet 2005, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré un 1<sup>o</sup>bis rédigé comme suit : « 1<sup>o</sup>bis habitat durable : lieu de vie salubre, proche de services et d'équipements, qui réunit les conditions matérielles nécessaires, d'une part, à une appropriation d'un logement par l'occupant notamment en termes d'accessibilité et d'adaptabilité et, d'autre part, à une maîtrise du coût de l'occupation via l'efficacité énergétique et les matériaux utilisés; »;

2° au 2°, les mots « l'ensemble de bâtiments situés en zone d'habitat en vertu d'un plan de secteur ou d'un plan communal d'aménagement du territoire et répondant à des critères de densité de logements et d'habitants fixés par le Gouvernement » sont remplacés par les mots « parties de territoire concernées par le développement de l'habitat dont le périmètre est déterminé par le Gouvernement wallon; »;

3° au 7°, les mots « le logement réhabilité ou restructuré » sont remplacés par les mots « le logement créé »;

4° au 8°, les mots « le logement réhabilité ou restructuré » sont remplacés par les mots « le logement créé »;

5° au 9°, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « ou moyens » sont insérés entre les mots « revenus modestes » et les mots « lors de leur entrée »;

6° au 9°, l'alinéa 2 est complété par les mots « ou dans des cas spécifiques »;

7° le 11° est abrogé;

8° il est inséré un 11<sup>o</sup>bis rédigé comme suit : « 11<sup>o</sup>bis logement social accompagné : logement social occupé par un ménage visé au 31<sup>o</sup>bis; »;

9° il est inséré un 11<sup>o</sup>ter rédigé comme suit : « 11<sup>o</sup>ter accompagnement social : ensemble des moyens mis en œuvre par les acteurs sociaux, pour aider les occupants d'un logement loué par un opérateur immobilier afin qu'ils puissent s'insérer socialement dans le cadre de vie, utiliser leur logement de manière adéquate, comprendre et respecter leurs devoirs contractuels, accéder à une aide adaptée à leur situation et à leurs besoins, auprès des services existants dans le secteur de l'aide à la personne et de l'action sociale, et de manière plus spécifique :

- pour les logements de transit, obtenir une aide dans la recherche active d'un autre logement dans les délais compatibles avec leur situation, la mise en ordre de leur situation administrative et sociale, la constitution d'une garantie locative;

- pour les logements d'insertion, bénéficier d'un accompagnement utilisant le logement comme facteur de stabilisation »;

10° le 16° est remplacé par ce qui suit : « 16° logement adapté : le logement dont la configuration permet une occupation adéquate par un ménage en raison du handicap d'un de ses membres, conformément aux critères fixés par le Gouvernement, »;

11° il est inséré un 16<sup>o</sup>bis rédigé comme suit : « 16<sup>o</sup>bis logement accessible : logement dont les parkings, les voies d'accès, les portes, les couloirs, les cages d'escalier, le niveau des locaux et les ascenseurs répondent aux caractéristiques techniques issues du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, que le Gouvernement détermine; »;

12° il est inséré un 16<sup>ter</sup> rédigé comme suit : « 16<sup>ter</sup> logement adaptable : logement accessible pouvant être aisément transformé en logement adapté aux besoins spécifiques d'une personne à mobilité réduite de manière à lui permettre d'y circuler et d'en utiliser toutes les fonctions de manière autonome, conformément aux critères fixés par le Gouvernement; »;

13° le 21<sup>bis</sup> est remplacé par ce qui suit : « 21<sup>bis</sup> superficie habitable : superficie utilisable multipliée par un coefficient d'éclairage calculé conformément aux critères fixés par le Gouvernement; »;

14° le 23° est complété par les mots « , la Société wallonne du Crédit social »;

15° il est inséré un 24<sup>bis</sup> rédigé comme suit : « 24<sup>bis</sup> créer : construire, réhabiliter ou restructurer »;

16° au 29°, l'alinéa 2 est complété par les mots « ou dans des cas spécifiques »;

17° au 30°, l'alinéa 2 est complété par les mots « ou dans des cas spécifiques »;

18° au 31°, l'alinéa 2 est complété par les mots « ou dans des cas spécifiques »;

19° il est inséré un 31<sup>bis</sup> rédigé comme suit : « 31<sup>bis</sup> ménage accompagné : ménage bénéficiant d'un accompagnement social spécifique dont les modalités sont fixées par le Gouvernement; »;

20° il est inséré un 37° rédigé comme suit : « 37° cadastre du logement : système d'information ayant pour objectif la constitution et la mise à jour de données relatives à l'état immobilier des logements gérés par les opérateurs immobiliers, à l'exclusion de la Société wallonne du Crédit social.

Sur proposition de la Société wallonne du Logement, le Gouvernement détermine les organes de pilotage du cadastre, les cas et conditions dans lesquels les données du cadastre peuvent être utilisées ainsi que les conditions de constitution et de mise à jour de ce cadastre. »

**Art. 4.** Dans l'article 2 du même Code, modifié par le décret du 20 juillet 2005, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 : « La Région et les autorités publiques prennent également les mesures utiles en vue de développer l'habitat durable tendant vers un logement sain, accessible à tous et consommant peu d'énergie. »;

2° au § 1<sup>er</sup>, dans l'alinéa 2 qui devient l'alinéa 3, les mots « et la mixité sociale » sont insérés entre les mots « cohésion sociale » et les mots « par la stimulation »;

3° au § 3, les mots « et d'habitat durable » sont insérés entre les mots « en matière de logement » et les mots « , ainsi que sur les procédures ».

**Art. 5.** Dans le Titre II du même Code, l'intitulé du chapitre premier est remplacé par ce qui suit :

« Des critères applicables au logement. »

**Art. 6.** L'intitulé de la Section première du Chapitre premier du Titre II du même Code est complété par les mots « et de surpeuplement ».

**Art. 7.** Dans l'article 3, alinéa 2, du même Code, modifié par les décrets du 15 mai 2003, du 20 juillet 2005 et du 3 juillet 2008, le 7° est abrogé.

**Art. 8.** Dans le même Code, il est inséré un article 3<sup>bis</sup> rédigé comme suit :

« Le Gouvernement fixe les critères de surpeuplement des logements. Ces critères se rapportent à la structure du logement et à sa dimension en fonction de la composition du ménage occupant. »

**Art. 9.** L'article 4 du Code wallon du Logement est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement détermine les conditions dans lesquelles un logement présentant un ou plusieurs manquements aux critères minimaux de salubrité qu'il fixe, est considéré comme salubre. »

**Art. 10.** Dans l'article 4<sup>ter</sup> du même Code, inséré par le décret du 3 juillet 2008, les mots « réclame la preuve du contrôle des installations de chauffage exigé par la législation en la matière, » sont insérés entre les mots « le fonctionnaire ou l'agent cité à l'article 5 » et les mots « recherche et constate ».

**Art. 11.** L'intitulé de la Section 2 du Chapitre premier du Titre II du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Du respect des critères. »

**Art. 12.** Dans l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° la première phrase est complétée par ce qui suit : « et pour constater le caractère adapté, adaptable ou accessible du logement. »;

2° la dernière phrase est complétée par ce qui suit : « comprenant les constats et un avis sur l'état du logement en référence aux définitions de l'article 1<sup>er</sup>, 12° à 17° ».

**Art. 13.** Dans l'article 7 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 3 est complété par la phrase suivante : « S'il prononce l'interdiction d'occuper et procède à l'expulsion de l'occupant, une proposition de relogement doit être offerte à ce dernier au plus tard au moment de l'expulsion, selon la procédure et dans les limites fixées aux alinéas 8 à 14. »;

2° l'alinéa 6 est complété par la phrase suivante : « Si le Gouvernement prononce l'interdiction d'occuper et que le bourgmestre procède à l'expulsion de l'occupant, une proposition de relogement doit être offerte à ce dernier au plus tard au moment de l'expulsion, selon la procédure et dans les limites fixées aux alinéas 8 à 14. »;

3° il est complété par sept alinéas rédigés comme suit :

« Le bourgmestre propose une offre de relogement à l'occupant expulsé, si et seulement si un des logements suivants est disponible :

1. logements de transit;

2. logements donnés en location au C.P.A.S. ou à un organisme à finalité sociale en application de l'article 132;

3. logements pris en gestion par une agence immobilière sociale en application de l'article 193;

4. structures d'hébergement assurées par des organismes agréés en vertu du décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales, ou du décret du 9 mai 1994 de la Communauté germanophone portant agrégation d'institutions accueillant et encadrant provisoirement des personnes en détresse et portant octroi de subsides en vue de l'achat, la construction, la location, la remise en état et l'équipement d'habitations destinées à l'accueil d'urgence.

Il ne peut recourir à une catégorie de logement que si aucun logement de la catégorie précédente n'est disponible.

Si le bourgmestre ne dispose d'aucun logement, issu de ces catégories, disponible sur son territoire, il en informe la Société wallonne du Logement et lui transmet la liste des gestionnaires de ces catégories de logements, qu'il a consultés.

Après avoir vérifié que les démarches requises en vertu de l'alinéa 8 ont été effectuées par le bourgmestre, la Société wallonne du Logement procède à la recherche d'un logement disponible sur le territoire de la province, dans un délai d'un mois, en recourant aux logements suivants :

1. logements de transit;
2. logements donnés en location à un C.P.A.S. ou à un organisme à finalité sociale en application de l'article 132;
3. logements pris en gestion par une agence immobilière sociale en application de l'article 193;
4. logements issus du secteur locatif privé;
5. structures d'hébergement assurées par des organismes agréés en vertu du décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales, ou du décret du 9 mai 1994 de la Communauté germanophone portant agrégation d'institutions accueillant et encadrant provisoirement des personnes en détresse et portant octroi de subsides en vue de l'achat, la construction, la location, la remise en état et l'équipement d'habitations destinées à l'accueil d'urgence.

Elle ne peut recourir à une catégorie de logement que si aucun logement de la catégorie précédente n'est disponible.

Le recours à un logement du secteur locatif privé n'est permis que si le Fonds régional pour le relogement visé à la section 4 permet d'en financer partiellement la location.

Le Gouvernement détermine la durée ainsi que le financement du relogement en fonction des ressources et des besoins de l'occupant expulsé. »

**Art. 14.** L'article 10, alinéa 2, du même Code, modifié par les décrets du 20 juillet 2005 et du 22 juillet 2010, est complété par un 5° rédigé comme suit :

« 5° disposer du certificat de performance énergétique du bâtiment lorsque ce certificat est exigé par la législation en la matière, ainsi que de la preuve du contrôle des installations de chauffage exigé par la législation en la matière. »

**Art. 15.** Dans l'article 13 du même Code, modifié par les décrets du 15 mai 2003 et du 23 novembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est complété par les mots : « et, lorsque les manquements constatés le requièrent, le bourgmestre ou le Gouvernement peut prononcer l'interdiction d'occuper le logement. »;

2° il est inséré un alinéa 3 rédigé comme suit : « Si le collège communal ou le Gouvernement prononce l'interdiction d'occuper et que le bourgmestre procède à l'expulsion de l'occupant, une proposition de relogement doit être offerte à ce dernier au plus tard au moment de l'expulsion, selon la procédure et dans les limites fixées à l'article 7, alinéas 8 à 14. »

**Art. 16.** Dans le Titre II, Chapitre I<sup>er</sup>, du même Code, il est inséré une section 4 intitulée « Du Fonds régional pour le relogement ».

**Art. 17.** Dans la section 4, insérée par l'article 16, il est inséré un article 13<sup>bis</sup> rédigé comme suit :

« Art. 13<sup>bis</sup>. Il est institué un Fonds régional pour le relogement au sein duquel est versé le produit des sanctions visées à l'article 190, § 3.

Le Fonds peut être utilisé pour financer le relogement de l'occupant expulsé en application de l'article 7, alinéas 3 ou 6, ou de l'article 13, alinéa 3. »

**Art. 18.** Dans la même section 4, il est inséré un article 13<sup>ter</sup> rédigé comme suit :

« Art. 13<sup>ter</sup>. Le fonctionnaire de l'administration que le Gouvernement désigne peut imposer une amende administrative selon les modalités fixées à l'article 200<sup>bis</sup>, au bailleur qui loue un logement dont les occupants sont expulsés par le bourgmestre suite à une interdiction d'occupation prise par le bourgmestre, le collège communal ou le Gouvernement.

Le montant de l'amende administrative perçue est versé au Fonds régional pour le relogement. »

**Art. 19.** Dans le Titre II du même Code, il est inséré un Chapitre I<sup>er bis</sup> intitulé « Des critères de l'habitat durable ».

**Art. 20.** Dans le Chapitre I<sup>er bis</sup>, inséré par l'article 19, il est inséré un article 13<sup>quater</sup>, rédigé comme suit :

« Art. 13<sup>quater</sup>. Le Gouvernement fixe les critères de l'habitat durable.

Ces critères concernent :

- 1° l'accessibilité;
- 2° l'adaptabilité;
- 3° la performance énergétique.

Le non-respect de ces critères ne peut conduire à l'imposition de travaux ou à une interdiction d'occuper le logement, mais permet d'obtenir des aides de la Région en application des articles 22<sup>ter</sup> et 22<sup>quater</sup>. »

**Art. 21.** Dans l'article 14, § 2, du même Code, inséré par le décret du 20 juillet 2005, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 2°, alinéa 1<sup>er</sup>, le c. est remplacé par ce qui suit :

« c. aux locataires, en état de précarité ou à revenus modestes, d'un logement appartenant à une société de logement de service public et géré par elle ou d'un logement appartenant au Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie qui, à la demande de la société ou du Fonds, acceptent de quitter un logement sous-occupé et prennent en location un logement non visé à l'article 1<sup>er</sup>, 7° à 10°. »;

2° au 2°, alinéa 2, les mots « Pour les points a., b. et c., » sont insérés avant les mots « l'aide au loyer »;

3° il est inséré le 2°<sup>bis</sup> rédigé comme suit :

« 2°<sup>bis</sup> une aide de déménagement, aux locataires d'un logement appartenant à une société de logement de service public qui, à la demande de la société, acceptent de quitter un logement sous-occupé géré par celle-ci pour prendre en location un logement de la même société ou d'une autre société de logement de service public, proportionné à leur composition de ménage. »;

4° il est inséré le 2°<sup>ter</sup> rédigé comme suit :

« 2°<sup>ter</sup> une aide de loyer aux ménages qui prennent en location un logement appartenant à une société de logement de service public et qui quittent un logement pour lequel une indemnité de fin de bail est due. »

**Art. 22.** Il est inséré un article *22bis* rédigé comme suit :

« Art. *22bis*. La Région accorde une aide aux ménages en état de précarité qui créent ou améliorent une habitation qui n'est pas un logement, dans une zone telle que déterminée à l'article 44, § 2.

Le Gouvernement détermine les conditions minimales d'habitabilité et de sécurité auxquelles doit répondre l'habitation.

Les fonctionnaires et agents de l'administration désignés ont qualité pour contrôler ces conditions minimales et établir un rapport d'enquête. »

**Art. 23.** Dans le même Code, il est inséré un article *22ter* rédigé comme suit :

« Art. *22ter*. La Région accorde une aide aux ménages qui, dans le cadre de la réhabilitation ou de la restructuration d'un logement n'atteignant pas une performance énergétique minimale fixée par le Gouvernement, effectuent des travaux pour améliorer cette performance. Le Gouvernement détermine les modalités d'octroi de l'aide. »

**Art. 24.** Dans le même Code, il est inséré un article *22quater* rédigé comme suit :

« Art. *22quater*. La Région accorde aux ménages une aide en vue de rendre leur logement adaptable ou accessible. Le Gouvernement détermine les modalités d'octroi de l'aide. »

**Art. 25.** Dans l'article 23 du même Code, modifié par le décret du 20 avril 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1<sup>er</sup>, le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° des garanties de bonne fin de remboursement des :

- prêts hypothécaires consentis par les entreprises hypothécaires visées par la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire dans les circonstances et conditions arrêtées par le Gouvernement;

- prêts octroyés par le Fonds de Réduction du Coût global de l'Énergie;

- prêts économiseurs d'énergie consentis selon les conditions arrêtées par le Gouvernement. »;

2° il est inséré un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement wallon est autorisé à accorder, pour les prêts accordés par le Fonds de Réduction du Coût global de l'Énergie, une bonification pour ramener le taux d'intérêt de ces prêts à 0 %. »

**Art. 26.** L'intitulé de la Section 3 du Chapitre 2 du Titre II du même Code est remplacé par ce qui suit :

« De la durée, des conditions d'octroi et de calcul des aides. »

**Art. 27.** Dans l'article 24, § 1<sup>er</sup>, du même Code, les mots « la durée et » sont insérés entre le mot « fixe » et les mots « le mode ».

**Art. 28.** Dans l'article 26, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par le décret du 14 décembre 2000 et modifié par le décret du 15 mai 2003, les mots « dans les dix jours ouvrables » sont remplacés par les mots « dans les quinze jours ».

**Art. 29.** Dans l'article 29, § 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup>, 2 et 3, et § 3, du même Code, inséré par le décret du 15 mai 2003, les mots « ou moyens » sont à chaque fois abrogés.

**Art. 30.** Dans l'article 31, § 1<sup>er</sup>, du même Code, modifié par les décrets du 15 mai 2003 et du 20 juillet 2005, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « qui réhabilite un logement amélioré ou restructure un bâtiment dans le but d'y créer un logement de transit » sont remplacés par les mots « qui crée un logement de transit »;

2° à l'alinéa 2, les mots « réhabilité ou restructuré » sont remplacés par le mot « créé ».

**Art. 31.** Dans l'article 32, § 1<sup>er</sup>, du même Code, modifié par les décrets du 15 mai 2003 et du 20 juillet 2005, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « qui réhabilite un logement amélioré ou restructure un bâtiment dans le but d'y créer un logement d'insertion » sont remplacés par les mots « qui crée un logement d'insertion »;

2° à l'alinéa 2, les mots « réhabilité ou restructuré » sont remplacés par le mot « créé ».

**Art. 32.** Dans l'article 37, § 2, du même Code, inséré par le décret du 15 mai 2003, les mots « ou du receveur de l'enregistrement dans le ressort duquel l'immeuble est situé » sont remplacés par les mots « , du receveur de l'enregistrement dans le ressort duquel l'immeuble est situé, d'un notaire, d'un géomètre expert immobilier inscrit au tableau tenu par le Conseil fédéral des géomètres - experts ou d'un architecte inscrit à l'ordre des architectes. »

**Art. 33.** Dans le Titre II, Chapitre III, Section première, sous-section 2, du même Code, il est inséré un article *38bis* rédigé comme suit :

« Art. *38bis*. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement wallon est autorisé à accorder, pour les prêts accordés par le Fonds de Réduction du Coût global de l'Énergie aux personnes morales autres que les sociétés de logement de service public, une bonification pour ramener le taux d'intérêt de ces prêts à 0 %. »

**Art. 34.** Dans l'article 39, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par le décret du 15 mai 2003, les mots « dans les dix jours ouvrables » sont remplacés par les mots « dans les quinze jours ».

**Art. 35.** Dans l'article 44 du même Code, modifié par les décrets du 15 mai 2003 et du 22 juillet 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « moyens » est abrogé;

2° au § 2, les mots « est destiné à recevoir des habitations mobiles occupées par des gens du voyage » sont remplacés par les mots : « est :

- situé dans des zones « habitat permanent » déterminées par le Gouvernement;

- situé dans des zones déterminées par le Gouvernement occupées par des habitations qui ne sont pas des logements;

- destiné à recevoir des habitations mobiles occupées par des gens du voyage. »

**Art. 36.** L'article 45 du même Code est complété par le 7° rédigé comme suit :

« 7° la remise en état d'un terrain bâti en vue, principalement, d'y rénover ou créer des logements. »

**Art. 37.** Dans l'article 47, 1°, du même Code, modifié par le décret du 15 mai 2003, le mot « moyens » est abrogé.

**Art. 38.** Dans l'article 51, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par le décret du 15 mai 2003, les mots « dans les dix jours ouvrables » sont remplacés par les mots « dans les quinze jours ».



**Art. 39.** Dans l'article 56, § 1<sup>er</sup>, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « qui réhabilite ou restructure un logement améliorable dans le but d'y créer un logement de transit » sont remplacés par les mots « qui crée un logement de transit »;

2° à l'alinéa 2, les mots « réhabilité ou restructuré » sont remplacés par le mot « créé ».

**Art. 40.** Dans l'article 57, § 1<sup>er</sup>, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « qui réhabilite ou restructure un logement améliorable dans le but d'y créer un logement d'insertion » sont remplacés par les mots « qui crée un logement d'insertion »;

2° à l'alinéa 2, les mots « réhabilité ou restructuré » sont remplacés par le mot « créé ».

**Art. 41.** L'article 58 du même Code est abrogé.

**Art. 42.** Dans l'article 61, alinéa 2, du même Code, modifié par le décret du 15 mai 2003, le 8° est remplacé par ce qui suit :

« 8° la durée de l'affectation du logement ainsi que le maintien de cette affectation lors d'un transfert de propriété; ».

**Art. 43.** Dans l'article 62, § 2, du même Code, inséré par le décret du 15 mai 2003, les mots « ou du receveur de l'enregistrement dans le ressort duquel l'immeuble est situé » sont remplacés par les mots « , du receveur de l'enregistrement dans le ressort duquel l'immeuble est situé, d'un notaire, d'un géomètre - expert immobilier inscrit au tableau tenu par le Conseil fédéral des géomètres-experts ou d'un architecte inscrit à l'ordre des architectes. »

**Art. 44.** Dans le Titre II, Chapitre IV, Section première, sous-section 2, du même Code, il est inséré un article 63bis rédigé comme suit :

« Art. 63bis. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement wallon est autorisé à accorder, pour les prêts accordés par le Fonds de Réduction du Coût global de l'Energie aux sociétés de logement de service public, une bonification pour ramener le taux d'intérêt de ces prêts à 0 % . »

**Art. 45.** Dans l'article 64, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par le décret du 15 mai 2003, les mots « dans les dix jours ouvrables » sont remplacés par les mots « dans les quinze jours ».

**Art. 46.** Dans l'article 69, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, modifié par le décret du 22 juillet 2010, le mot « moyens » est abrogé.

**Art. 47.** L'article 70 du même Code est complété par le 7° rédigé comme suit :

« 7° la remise en état d'un terrain bâti en vue, principalement, d'y rénover ou créer des logements. »

**Art. 48.** Dans l'article 72, 1°, du même Code, le mot « moyens » est abrogé.

**Art. 49.** Dans l'article 76, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par le décret du 15 mai 2003, les mots « dans les dix jours ouvrables » sont remplacés par les mots « dans les quinze jours ».

**Art. 50.** Dans le même Code, l'intitulé du Chapitre V du Titre II est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre V. — Dispositions particulières relatives aux noyaux d'habitat et à certaines zones spécifiques. »

**Art. 51.** L'article 79 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 79. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement octroie des aides spécifiques ou adapte des aides du présent Code en faveur :

1° des noyaux d'habitat tel que définis à l'article 1<sup>er</sup>, 2°;

2° des périmètres visés par le règlement général sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme;

3° de zones délimitées par le Gouvernement qui sont de deux types :

a. des zones de pression immobilière correspondant aux communes où le prix moyen des maisons d'habitation ordinaires excède, d'un pourcentage à définir par le Gouvernement, le prix moyen des mêmes maisons calculé sur le territoire régional;

b. des zones d'habitat à revitaliser correspondant aux territoires communaux qui répondent aux critères des zones franches urbaines fixés par la lettre a) ou la lettre b) de l'article 38, § 3, du décret-programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon ou aux critères définis par le Gouvernement en matière de densité et de qualité de l'habitat. »

**Art. 52.** Dans l'article 88 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1<sup>er</sup>, 4°, est abrogé;

2° le § 1<sup>er</sup> est complété par les 8° et 9° rédigés comme suit :

« 8° d'assurer la mise en œuvre et la tenue du cadastre des logements gérés par les sociétés de logement de service public, tel que défini à l'article 1<sup>er</sup>, 37°, selon les modalités fixées par le Gouvernement;

9° de réaliser la certification de la performance énergétique des bâtiments gérés par les sociétés de logement de service public, lorsque cette certification est exigée par la législation en la matière. »;

3° le § 2 est complété par le 7° rédigé comme suit :

« 7° s'assurer qu'une proposition de relogement soit offerte à toute personne expulsée d'un logement suite à une interdiction d'occuper prise par le bourgmestre ou le Gouvernement, selon la procédure et dans les limites fixées à l'article 7, alinéas 8 à 14. »

**Art. 53.** Dans l'article 96, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, modifié par le décret du 5 mai 2003, les mots « qui peuvent être » sont insérés entre les mots « des emprunts » et les mots « garantis par la Région ».

**Art. 54.** Dans l'article 106 du même Code, modifié par les décrets du 15 mai 2003 et du 23 novembre 2006, les mots « de membres d'un collège communal » sont insérés entre les mots « avec celles » et les mots « d'administrateur de la Société ».

**Art. 55.** Dans l'article 107.2, alinéa 5, du même Code, inséré par le décret du 15 mai 2003, les mots « un représentant de l'Association du Logement social ASBL » sont abrogés.

**Art. 56.** Dans l'article 113, 2°, du même Code, modifié par les décrets du 15 mai 2003, du 20 juillet 2005 et du 30 avril 2009, les mots « de la Division de la Trésorerie du Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne » sont remplacés par les mots « du Département de la Trésorerie de la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'information du Service public de Wallonie. »

**Art. 57.** Dans l'article 131 du même Code, modifié par les décrets du 15 mai 2003 et du 20 juillet 2005, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°, les mots « ou adaptables » sont insérés entre le mot « adaptés » et les mots « d'insertion » et le mot « moyens » est abrogé;

2° au 2°bis, les mots « en ce compris la conception, le montage et le suivi de projets immobiliers » sont insérés entre les mots « toute opération immobilière » et les mots « et toute opération de gestion »;

3° sont insérés les 1°bis, 8°bis, 10°bis et 10ter rédigés comme suit :

« 1°bis l'accueil des locataires lors de leur entrée dans un logement social, adapté ou adaptable, d'insertion ou de transit, selon les modalités déterminées par le Gouvernement; »;

« 8°bis la conception, le montage et le suivi de projets immobiliers créant en tout ou en partie du logement, pour d'autres acteurs publics; »;

« 10°bis la mise en œuvre et la tenue du cadastre des logements gérés par les sociétés de logement de service public, tel que défini à l'article 1<sup>er</sup>, 37°, selon les modalités fixées par le Gouvernement; »;

10ter l'information des membres du comité consultatif des locataires et des propriétaires, nécessaires à l'exercice de ses compétences. »

**Art. 58.** Dans le même Code, il est inséré un article 131bis rédigé comme suit :

« Art. 131bis. La société doit procéder au recrutement d'un référent social chargé d'assurer le lien avec les acteurs sociaux locaux pour offrir un accompagnement social aux locataires de logements sociaux, adaptés ou adaptables, d'insertion et de transit, en veillant particulièrement à ce que l'accompagnement des personnes en transition entre les modes d'hébergement et le logement social accompagné soit assuré.

Le Gouvernement détermine les conditions de recrutement du référent social ainsi que les modalités de mise en réseau de l'accompagnement social.

Le Gouvernement subventionne la rémunération du référent social dans les conditions qu'il détermine. »

**Art. 59.** Dans l'article 132, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, modifié par le décret du 20 juillet 2005, les mots « bénéficiant de l'aide sociale » sont remplacés par les mots « en état de précarité ».

**Art. 60.** Dans l'article 133 du même Code, le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. La société peut conclure, avec d'autres sociétés de logement de service public, un pouvoir public ou avec des organismes à finalité sociale, des conventions relatives à la réalisation de son objet social dont des conventions mettant en place des centres de services et des régies ouvrières. Le Gouvernement fixe la durée de ces conventions, l'étendue des missions exercées ainsi que les modalités des contrats de travail. »

**Art. 61.** Dans l'article 138, § 1<sup>er</sup>, du même Code, modifié par les décrets du 15 mai 2003 et du 23 novembre 2006, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Sauf dans les cas déterminés par le Gouvernement, la souscription de la Région au capital d'une société est limitée à un quart. »

**Art. 62.** Dans l'article 146, alinéa 2, du même Code, modifié par le décret du 15 mai 2003, les mots :

« En cas de décès ou de démission du commissaire, la Région est représentée, jusqu'à la désignation d'un nouveau commissaire par le Gouvernement, par l'administrateur désigné par le Gouvernement visé à l'article 148, alinéa 1<sup>er</sup>. Il en est de même en cas d'absence du commissaire, justifiée par un cas de force majeure, avec l'accord de la Société wallonne du Logement et moyennant une procuration écrite accordée par le commissaire à l'administrateur susvisé » sont remplacés par les mots :

« En cas de décès ou de démission du Commissaire, la Région est représentée, jusqu'à la désignation d'un nouveau commissaire par le Gouvernement, par un commissaire désigné par le Gouvernement dans une autre société. Il en est de même en cas d'absence justifiée par un cas de force majeure, moyennant l'accord de la Société wallonne du Logement et une procuration écrite accordée par le commissaire de la société concernée au commissaire le remplaçant. »

**Art. 63.** Dans l'article 148, § 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par le décret du 30 mars 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Le conseil d'administration est composé d'un administrateur représentant la Région wallonne et désigné par le Gouvernement, d'administrateurs désignés par l'assemblée générale de la société et de deux administrateurs représentant le comité consultatif des locataires et des propriétaires lorsque celui-ci est constitué. Parmi les administrateurs désignés par l'assemblée générale, deux administrateurs peuvent détenir des parts en tant que particulier. »;

2° deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 2 :

« Lorsque, dans les cas déterminés par le Gouvernement en application de l'article 138, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, la souscription de la Région au capital de la société dépasse le quart, le conseil d'administration est composé de deux administrateurs représentant la Région wallonne.

Les membres du conseil d'administration représentant le comité consultatif des locataires et des propriétaires sont nommés par le Gouvernement sur base d'une liste de candidats présentée par le comité consultatif des locataires et des propriétaires dans un délai de trois mois à dater de sa constitution. Leur mandat est d'une durée égale à la durée du mandat des membres du comité consultatif des locataires et des propriétaires augmentée de trois mois. »;

3° dans l'alinéa 2 qui devient l'alinéa 4, 1°, le mot « première » est inséré entre les mots « dans l'année de sa » et le mot « désignation »;

4° dans l'alinéa 3 qui devient l'alinéa 5, le mot « dix-neuf » est remplacé par les mots « vingt, ou vingt et un dans les cas déterminés par le Gouvernement en application de l'article 138, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, »;

5° l'alinéa 4 est abrogé;

6° dans l'alinéa 5, devenant l'alinéa 6, les mots « Dans ce cadre, » sont abrogés;

7° l'alinéa 7, devenant l'alinéa 8, est remplacé par ce qui suit : « Les représentants des pouvoirs locaux sont désignés respectivement à la proportionnelle des conseils provinciaux, à la proportionnelle des conseils communaux et à la proportionnelle des conseils de l'aide sociale, conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral ainsi qu'en vertu des statuts de la société. »;

8° il est inséré un alinéa 11 rédigé comme suit : « Tout groupe politique démocratique disposant d'au moins un élu au sein d'une des communes associées et d'au moins un élu au Parlement wallon et non représenté conformément au système de la représentation proportionnelle visée au présent paragraphe, a droit à un siège. Ce siège supplémentaire confère à l'administrateur ainsi désigné dans tous les cas, voix délibérative. En ce cas, la limite du nombre maximal d'administrateurs visée au présent paragraphe n'est pas applicable. »

**Art. 64.** Dans l'article 148, § 4, du même Code, inséré par le décret du 30 mars 2006, les mots « l'article 148, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1° » sont remplacés par les mots « l'article 148, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, 1° ».

**Art. 65.** Dans l'article 149, 1°, du même Code, l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par la phrase suivante :

« Cette interdiction ne vise pas l'intérêt collectif qui résulte de la qualité d'habitant d'un logement d'une société, qui n'empêche nullement la participation à la délibération. »

**Art. 66.** Dans l'article 150, alinéa 3, du même Code, inséré par le décret du 30 mars 2006 et modifié par le décret du 23 novembre 2006, la phrase « Le comité d'attribution peut être composé de membres externes au conseil d'administration, désignés par celui-ci. » est remplacé par « Le comité d'attribution est également composé de deux travailleurs sociaux issus d'autorités publiques ou d'associations. Ces travailleurs sociaux ne peuvent représenter des autorités et associations sociétaires. Il peut également être composé d'autres membres externes au Conseil d'administration désignés par celui-ci. »

**Art. 67.** Dans l'article 152 du même Code, modifié par le décret du 30 mars 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré un § 1<sup>er</sup>*bis* rédigé comme suit :

« § 1<sup>er</sup>*bis*. Le mandat des administrateurs régionaux est limité à cinq ans renouvelable. »;

2° au § 2, les mots « l'administrateur » sont remplacés par les mots « le ou les administrateurs » et les mots « l'article 148, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1° » sont remplacés par les mots « l'article 148, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, 1° ».

**Art. 68.** L'article 152<sup>quater</sup> du même Code, inséré par le décret du 30 mars 2006 et modifié par le décret du 23 novembre 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Dans les six mois du renouvellement des conseils d'administration des sociétés, la Société organise, à destination des administrateurs, un cycle de formation dont le contenu est fixé par le Gouvernement sur proposition de la Société.

Les administrateurs doivent justifier, annuellement, d'une formation continue dans des matières utiles à l'exercice de leur fonction. Le Gouvernement fixe les modalités de cette formation continue, sur proposition de la Société.

Dans les six mois du renouvellement de leur conseil d'administration, les sociétés assurent une information des administrateurs relative à la société, à son état financier, à son parc de logements, aux programmes de travaux et de rénovations en cours, et à tout élément utile à la bonne connaissance du parc de la société de logement de service public. »

**Art. 69.** Dans l'article 154, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Les membres d'un comité consultatif des locataires et des propriétaires ne peuvent être parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement, ni être unis par les liens du mariage ou cohabitants légaux. Le mariage ou la cohabitation légale survenu ultérieurement entre membres d'un comité consultatif des locataires et des propriétaires entraîne de plein droit la fin du mandat du membre le plus jeune. »

**Art. 70.** Dans l'article 156 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Dès son installation, le comité consultatif des locataires et des propriétaires est tenu d'établir un programme des actions qu'il entend entreprendre. Ce programme est envoyé à la société. Afin de concrétiser ces actions, il est associé à la gestion et aux activités de la régie des quartiers, selon les dispositions fixées par le Gouvernement. Il informe les locataires et les propriétaires sur ses activités et sur les avis qu'il rend. »;

2° il est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Le comité consultatif des locataires et propriétaires est informé par la société de l'entrée de nouveaux locataires dans le logement social, adapté ou adaptable, d'insertion ou de transit, afin qu'il puisse assurer leur accueil selon les modalités déterminées par le Gouvernement. »

**Art. 71.** L'article 157 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 157. La société pourvoit aux frais de fonctionnement du comité consultatif des locataires et propriétaires, dans les limites fixées par le Gouvernement, sur proposition de la Société wallonne du Logement. »

**Art. 72.** Dans le même Code, il est inséré un article 158<sup>quater</sup> rédigé comme suit :

« Art. 158<sup>quater</sup>. Tout directeur-gérant doit justifier annuellement d'une formation continue dans des matières utiles pour l'exercice de sa fonction. Le Gouvernement fixe les modalités de cette formation continue et de son contrôle par la Société wallonne du Logement. »

**Art. 73.** Dans le même Code, dans la sous-section 7, il est inséré un article 158<sup>quinquies</sup> rédigé comme suit :

« Art. 158<sup>quinquies</sup>. Le référent social visé à l'article 1<sup>er</sup>, 11<sup>o</sup>*ter*, est tenu de suivre une formation dont le contenu et les modalités sont fixés par le Gouvernement, sur proposition de la Société wallonne du Logement. La Société wallonne du Logement est chargée de la coordination des mises en commun d'expériences des référents sociaux. »

**Art. 74.** L'article 164 du même Code, modifié par le décret du 15 mai 2003, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 164. § 1<sup>er</sup>. Les décisions portant sur les conditions d'exécution relatives aux marchés publics de fournitures et de services dont le montant est supérieur à celui fixé en application de l'article 17, § 2, 2°, *a*, de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, sont soumises à l'approbation de la Société wallonne du Logement.

La Société wallonne du Logement peut suspendre ou annuler toute décision de la société portant sur l'attribution du marché susvisé.

La Société wallonne du Logement prend sa décision dans les trente jours de la réception de la décision et de ses pièces justificatives. A défaut de décision de la Société dans le délai, la décision est exécutoire.

§ 2. La Société wallonne du Logement peut suspendre ou annuler toute décision de la société portant sur l'attribution des marchés publics de fournitures et de services dont le montant est égal ou inférieur à celui fixé en application de l'article 17, § 2, 2°, *a*, de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

A défaut de décision de la Société dans les trente jours de la réception de la décision et de ses pièces justificatives, la décision est exécutoire.

§ 3. Les décisions de la société portant sur les conditions d'exécution des marchés publics de travaux dont le montant est supérieur à celui fixé en application de l'article 17, § 2, 2<sup>o</sup>, a, de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, sont soumises à l'approbation de la Société wallonne du Logement.

La Société wallonne du Logement peut suspendre ou annuler toute décision de la société portant sur l'attribution du marché susvisé.

La Société wallonne du Logement prend sa décision dans les trente jours de la réception de la décision et de ses pièces justificatives. A défaut de décision de la Société dans le délai, la décision est exécutoire.

§ 4. La Société wallonne du Logement peut suspendre ou annuler toute décision de la société portant sur l'attribution des marchés publics de travaux dont le montant est égal ou inférieur à celui fixé en application de l'article 17, § 2, 2<sup>o</sup>, a, de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

A défaut de décision de la Société dans les trente jours de la réception de la décision et de ses pièces justificatives, la décision est exécutoire.

§ 5. Les délais visés aux § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, § 2 alinéa 3, § 3, alinéa 3, et § 4, alinéa 2, sont prolongés de quinze jours durant les mois de juillet, août et décembre. La Société wallonne du Logement peut proroger ces mêmes délais, de quinze jours, dans les conditions arrêtées par le Gouvernement.

§ 6. Pour les travaux visés aux articles 55 à 59bis du présent Code, la société soumet pour approbation l'avant-projet urbanistique et architectural relatif à la conception des logements, bâtiments et équipements à créer, réhabiliter, restructurer, améliorer ou conserver dans les conditions arrêtées par le Gouvernement.

A défaut de décision de la Société dans les trente jours de la réception de l'acte et de ses pièces justificatives, la décision est exécutoire.

§ 7. Par décision motivée, en fonction de l'ampleur de l'objet du marché et du résultat de l'audit réalisé au sein de la société, le Conseil d'administration de la Société wallonne du Logement peut soumettre les décisions de la société portant sur le choix du mode de passation, l'arrêt des conditions et l'attribution des marchés à des avis supplémentaires, dans les conditions arrêtées par le Gouvernement. »

**Art. 75.** Dans l'article 165bis, § 3, du même Code, inséré par le décret du 30 mars 2006, les mots « la société est entendue » sont remplacés par les mots « A la demande de la société, celle-ci est entendue ».

**Art. 76.** L'article 165bis du même Code, inséré par le décret du 30 mars 2006, est abrogé.

**Art. 77.** Dans l'article 168, §§ 1<sup>er</sup> et 2, du même Code, inséré par le décret du 23 novembre 2006, les mots « quatre jours francs » sont remplacés par les mots « quatre jours ouvrables ».

**Art. 78.** Dans l'article 174bis du même Code, inséré par le décret du 30 mars 2006, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Le Comité est également chargé d'assurer le suivi de l'exécution du plan de gestion, tel qu'il est prévu à l'article 170, au sein des sociétés dans lesquelles la Région détient plus d'un quart du capital. »

**Art. 79.** Dans l'article 175.2, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au § 1<sup>er</sup>, il est inséré un 3<sup>o</sup>bis rédigé comme suit :

« 3<sup>o</sup>bis d'assurer des missions d'opérateur immobilier »;

2<sup>o</sup> au § 3, 1<sup>o</sup>, il est inséré un alinéa 4 rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la Société peut, moyennant autorisation du Gouvernement, contracter des emprunts non garantis par la Région, sur le marché des capitaux, en vue de financer les prêts économiseurs d'énergie. »

**Art. 80.** Dans l'article 175.3, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du même Code, les mots « qui peuvent être » sont insérés entre les mots « des emprunts » et les mots « garantis par la Région ».

**Art. 81.** Dans l'article 175.9, § 2, du même Code, les mots « de membres d'un collège communal, » sont insérés entre les mots « avec celles » et les mots « d'administrateur de la Société ».

**Art. 82.** Dans l'article 176.1, du même Code, le § 4 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le mandat des administrateurs régionaux est limité à cinq ans renouvelable. »

**Art. 83.** Dans l'article 179, du même Code, modifié par les décrets du 15 mai 2003 et du 23 novembre 2006, l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, est complété par les mots « ou de prêts économiseurs d'énergie; ».

**Art. 84.** Dans l'article 183, § 1<sup>er</sup>, du même Code, modifié par le décret du 15 mai 2003, il est inséré un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Fonds peut, moyennant autorisation du Gouvernement, contracter des emprunts non garantis par la Région, sur le marché des capitaux, en vue de financer les prêts économiseurs d'énergie. »

**Art. 85.** Dans l'article 184bis, alinéa 5, du même Code, inséré par le décret du 15 mai 2003, les mots « L'Association du Logement social ASBL » sont remplacés par les mots « l'Union des Villes et Communes de Wallonie » et les mots « Ministère de la Région wallonne » sont remplacés par les mots « Service public de Wallonie ».

**Art. 86.** Dans le même Code, l'intitulé du Chapitre V du Titre III est remplacé par ce qui suit :

« Des communes. »

**Art. 87.** Dans l'article 187 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au § 1<sup>er</sup>, les mots « les pouvoirs locaux fixent les objectifs et les principes des actions à mener en vue de mettre en œuvre le droit à un logement décent, dans les six mois suivant le renouvellement de leurs conseils respectifs » sont remplacés par les mots « les communes élaborent une déclaration de politique du logement déterminant les objectifs et les principes des actions à mener en vue de mettre en œuvre le droit à un logement décent, dans les neuf mois suivant le renouvellement de leurs conseils respectifs. »;

2<sup>o</sup> au § 2, les mots « Les pouvoirs locaux » sont remplacés par les mots « Les communes » et les mots « de logements sociaux assimilés, d'insertion, de transit et moyens » sont remplacés par les mots « de logements sociaux assimilés, d'insertion et de transit ».

**Art. 88.** A l'article 188 du même Code, modifié par les décrets du 15 mai 2003, du 20 juillet 2005 et du 1<sup>er</sup> juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, la phrase « Chaque commune élabore un programme bisannuel d'actions en matière de logement. » est remplacée par la phrase « Sur la base de la déclaration de politique du logement et en respectant les orientations régionales, chaque commune élabore un programme triennal d'actions en matière de logement. »;



2° au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « les modalités pour y parvenir » sont insérés entre les mots « les objectifs à atteindre » et les mots « et les critères »;

3° le § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, est complété par la phrase suivante : « La commune qui n'atteint pas les objectifs et ne crée pas un nombre de logements minimum tel que fixé par le Gouvernement en fonction du pourcentage de logements publics et subventionnés et du nombre de ménages présents sur son territoire, est sanctionnée financièrement. »;

4° au § 2, les alinéas 2, 3 et 4 sont remplacés par deux alinéas rédigés comme suit :

« En cas d'absence de délibération d'un conseil communal sur un programme dans le délai fixé par le Gouvernement, la commune est sanctionnée financièrement si elle n'a pas atteint les objectifs fixés par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine le montant des sanctions visées aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2. »

**Art. 89.** Dans l'article 190, du même Code, inséré par le décret du 20 juillet 2005 :

1° le § 3 est complété par ce qui suit : « ou, réaffecter le montant réservé à cette opération à une autre opération ou à un autre opérateur et sanctionner l'opérateur si aucun événement extérieur à sa volonté ne peut être retenu. »;

2° le § 4 est complété par les mots « ainsi que le délai et la procédure à respecter. »

**Art. 90.** Dans l'article 194 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Les représentants des pouvoirs locaux sont désignés, au sein des organes de gestion de l'agence immobilière sociale, respectivement à la proportionnelle des conseils provinciaux, à la proportionnelle des conseils communaux et à la proportionnelle des conseils de l'aide sociale, conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral. Pour le calcul de cette représentation proportionnelle, il est tenu compte des déclarations individuelles facultatives d'appartenance ou de regroupement. »;

2° il est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Lorsqu'une commune ou une province s'affilie à l'agence immobilière sociale en cours de législature, le calcul de la représentation des pouvoirs locaux selon les modalités prévues aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, doit être effectué dans les six mois de cette nouvelle affiliation.

Le Conseil d'administration de l'agence immobilière sociale comprend deux représentants des propriétaires et locataires désignés selon les modalités fixées par le Gouvernement. »

**Art. 91.** Dans le même Code, il est inséré un Titre IIIbis intitulé : « De l'audit des acteurs locaux de la politique du logement ».

**Art. 92.** Dans le Titre IIIbis, inséré par l'article 91, il est inséré un article 200/1 rédigé comme suit :

« Art. 200/1. § 1<sup>er</sup>. Il est institué un Comité d'audit au sein de la Société wallonne du Logement, un Comité d'audit au sein de la Société wallonne de Crédit social et un Comité d'audit au sein du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie.

Ces Comités d'audit sont chargés de proposer à la Direction de l'Audit du Logement du Service public de Wallonie une programmation des audits à réaliser au sein respectivement des sociétés de logement de service public, des guichets du crédit social ou des organismes à finalité sociale afin de s'assurer de la bonne exécution de leurs missions. Cet audit porte sur les aspects organisationnels, administratifs, techniques et financiers et peut être demandé par le Gouvernement.

§ 2. Tout projet de rapport d'audit rédigé à la suite d'une mission d'audit fait l'objet d'une délibération au sein du conseil d'administration de l'opérateur concerné. La délibération porte sur les observations émises par l'opérateur concerné, le cas échéant par le commissaire, et sur les mesures à prendre par l'opérateur concerné.

§ 3. Lorsque la mission d'audit concerne une société de logement de service public, le projet de rapport d'audit est envoyé à chacun des administrateurs de la société ainsi qu'au commissaire et au directeur-gérant.

Après le conseil d'administration au cours duquel a été présenté le projet de rapport d'audit, la société est entendue par la Direction de l'Audit du Logement du Service public de Wallonie avant l'élaboration du rapport final d'audit. En cas d'application de l'alinéa 4, la société est entendue à sa demande par le Gouvernement avant l'élaboration du rapport final d'audit.

Le commissaire désigné auprès de la société peut demander à la Direction de l'Audit du Logement du Service public de Wallonie de réaliser une mission d'audit. La Direction de l'Audit soumettra cette demande à la décision du Comité d'audit de la Société wallonne du Logement.

Le Gouvernement peut charger la Direction de l'Audit du Logement du Service public de Wallonie de la réalisation d'une mission d'audit d'une société dans un délai qu'il détermine. Il en informe immédiatement la société.

Le rapport d'audit final est présenté au Comité d'audit de la Société wallonne du Logement et est ensuite communiqué au Conseil d'administration de la Société wallonne du Logement.

§ 4. Lorsque la mission d'audit concerne un guichet de crédit social, le projet de rapport d'audit est envoyé à chacun des administrateurs du guichet ainsi qu'au directeur.

Après le Conseil d'administration au cours duquel a été présenté le projet de rapport d'audit, le guichet est entendu par la Direction de l'Audit du Logement du Service public de Wallonie avant l'élaboration du rapport final d'audit. En cas d'application de l'alinéa 3, le guichet est entendu à sa demande par le Gouvernement avant l'élaboration du rapport final d'audit.

Le Gouvernement peut charger la Direction de l'Audit du Logement du Service public de Wallonie de la réalisation d'une mission d'audit d'un guichet dans un délai qu'il détermine. Il en informe immédiatement le guichet.

Le rapport d'audit final est présenté au Comité d'audit de la Société wallonne de Crédit social et est ensuite communiqué au conseil d'administration de la Société wallonne de Crédit social.

§ 5. Lorsque la mission d'audit concerne un organisme à finalité sociale, le projet de rapport d'audit est envoyé à chacun des administrateurs de l'organisme ainsi qu'au responsable.

Après le conseil d'administration au cours duquel a été présenté le projet de rapport d'audit, l'organisme à finalité sociale est entendu par la Direction de l'Audit du Logement du Service public de Wallonie avant l'élaboration du rapport final d'audit. En cas d'application de l'alinéa 3, l'organisme à finalité sociale est entendu à sa demande par le Gouvernement avant l'élaboration du rapport final d'audit.

Le Gouvernement peut charger la Direction de l'Audit du Logement du Service public de Wallonie de la réalisation d'une mission d'audit d'un organisme à finalité sociale dans un délai qu'il détermine. Il en informe immédiatement l'organisme.

Le rapport d'audit final est présenté au Comité d'audit du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie et est ensuite communiqué au conseil d'administration du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie.

§ 6. Sans préjudice de l'article 29 du Code d'instruction criminelle, est constitutive d'une négligence grave la divulgation d'éléments contenus dans un projet d'audit ou tout autre manquement aux obligations s'imposant à toute personne ayant connaissance d'un projet d'audit dans l'exercice de ses fonctions. »

**Art. 93.** Dans l'article 200ter, du même Code, inséré par le décret du 30 mars 2006, il est inséré un § 2bis rédigé comme suit :

« § 2bis. Le fonctionnaire de l'administration que le Gouvernement désigne à cette fin, peut imposer une amende administrative aux administrateurs des sociétés de logement de service public, qui ne peuvent justifier d'une formation continue telle que prévue à l'article 152quater. »

**Art. 94.** Dans l'article 203 du même Code, inséré par le décret du 15 mai 2003, les mots « à l'évolution du coût de la vie » sont abrogés.

**Art. 95.** Dans le même Code, il est inséré un article 205bis rédigé comme suit :

« Art. 205bis. Des agents de la Direction de l'Audit de la Société wallonne du Logement peuvent être transférés au sein du Service public de Wallonie, selon les modalités et aux conditions fixées par le Gouvernement. »

### CHAPITRE III. — Dispositions abrogatoires, transitoires et finales

**Art. 96.** L'article 12 du décret du 30 avril 2009 portant des dispositions en matière de logement et d'énergie est abrogé.

**Art. 97.** L'article 7 du décret du 3 avril 2009 modifiant le décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures et portant des dispositions relatives à l'octroi de la garantie de la Région est abrogé.

**Art. 98.** L'article 23 du décret du 15 mai 2003 modifiant le Code wallon du Logement et l'article 174 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, en tant qu'il vise à remplacer l'article 14 du Code et à abroger les articles 15 à 20 et 22 du Code, est abrogé.

**Art. 99.** L'article 14 du décret du 20 juillet 2005 modifiant le Code wallon du Logement, en tant qu'il vise à remplacer l'article 14, § 1<sup>er</sup>, § 2, 1<sup>o</sup>, et § 3, est abrogé.

**Art. 100.** Par dérogation aux articles 152 et 176.1 du Code wallon du Logement, la désignation des administrateurs représentant la Région wallonne lors de l'entrée en vigueur du présent décret est valable pour quatre ans.

**Art. 101.** Les modifications introduites par les articles 3, 5<sup>o</sup> et 7<sup>o</sup>, 35, 1<sup>o</sup>, 37, 41, 46, 48, 57, 1<sup>o</sup>, ne s'appliquent ni aux logements moyens existants à la date d'entrée en vigueur du présent décret, ni aux logements moyens à créer dont la décision de subvention est antérieure à l'entrée en vigueur du présent décret.

**Art. 102.** Les directeurs généraux et le directeur général adjoint visés aux articles 106 et 175.9 du décret du 29 octobre 1998 instituant le Code wallon du Logement qui, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, sont en situation d'incompatibilité au sens du présent décret, doivent y mettre fin au plus tard pour le 31 décembre 2012.

**Art. 103.** Les administrateurs détenant des parts en tant que particulier doivent être limités à deux administrateurs au sein du conseil d'administration d'une société de logement de service public, lors du deuxième renouvellement de ce conseil d'administration.

**Art. 104.** Le présent décret entre en vigueur à une date fixée par le Gouvernement et au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2012, à l'exception des articles 88 et 89, qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

**Art. 105.** Les articles 53, 79, 2<sup>o</sup>, 80 et 84 cessent d'être en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2014.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 9 février 2012.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,  
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
C. DI ANTONIO

#### Note

(1) *Session 2011-2012.*

*Documents du Parlement wallon*, 517 (2011-2012) N<sup>os</sup> 1, 1bis à 14.

*Compte rendu intégral*, séance plénière du 8 février 2012.

Discussion.

Vote.

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 804

[2012/201381]

## 9. FEBRUAR 2012 — Dekret zur Abänderung des Wallonischen Wohngesetzbuches (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Abänderung des Dekrets vom 29. Oktober 1998 zur Einführung des Wallonischen Wohngesetzbuches*

**Artikel 1** - Die Überschrift des Dekrets vom 29. Oktober 1998 lautet nun wie folgt: "Dekret zur Einführung des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse".

**Art. 2** - In Artikel 1 desselben Dekrets wird die Wortfolge "das Wallonische Wohngesetzbuch" durch "das Wallonische Gesetzbuch über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse" ersetzt.

KAPITEL II — *Änderungen im Wallonischen Wohngesetzbuch*

**Art. 3** - In Artikel 1 des Wallonischen Wohngesetzbuches, in seiner durch die Dekrete vom 15. Mai 2003 und 20. Juli 2005 abgeänderten Fassung, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° ein wie folgt verfasster Punkt 1°*bis* wird eingefügt: "1°*bis* nachhaltige Wohnverhältnisse: ein gesunder Lebensbereich in der Nähe von Diensten und Ausrüstungen, der alle materiellen Bedingungen bietet, einerseits damit die Bewohner sich ihre Wohnung aneignen können, insbesondere hinsichtlich ihrer Zugänglichkeit und Anpassbarkeit, und andererseits damit sie die Wohnkosten dank der Energieeffizienz und der benutzten Baustoffe beherrschen können";

2° unter Punkt 2° wird die Wortfolge "die Gesamtheit der Gebäude, die aufgrund eines Sektorenplanes oder eines kommunalen Raumordnungsplanes in einem Wohngebiet gelegen sind, und von der Regierung festgelegten Dichtekriterien für Wohnungen und Einwohner entsprechen" durch "die Gebietsteile, die durch die Entwicklung des Lebensraums betroffen sind, und deren Umkreis von der Wallonischen Region bestimmt wird" ersetzt;

3° unter Punkt 7° wird die Wortfolge "sanierte oder umgestaltete Wohnung" durch "geschaffene Wohnung" ersetzt;

4° unter Punkt 8° wird die Wortfolge "sanierte oder umgestaltete Wohnung" durch "geschaffene Wohnung" ersetzt;

5° unter Punkt 9°, Absatz 1 wird die Wortfolge "Haushalte mit geringem Einkommen" durch "Haushalte mit geringem oder mittlerem Einkommen" ersetzt;

6° unter Punkt 9° wird am Ende von Absatz 2 die folgende Wortfolge eingefügt: "oder in spezifischen Fällen.";

7° Punkt 11° wird außer Kraft gesetzt;

8° ein wie folgt verfasster Punkt 11°*bis* wird eingefügt: "11°*bis* betreute Sozialwohnung: eine Sozialwohnung, die durch einen unter Punkt 31°*bis* genannten Haushalt bewohnt wird,";

9° ein wie folgt verfasster Punkt 11°*ter* wird eingefügt: "11°*ter* soziale Betreuung: die gesamten Mittel, die durch die sozialen Akteure eingesetzt werden, um den Bewohnern einer Wohnung, die von einem Immobilienvermittler vermietet wird, zu helfen, damit sie sich vom sozialen Standpunkt aus in ihr Lebensumfeld eingliedern, ihre Wohnung auf geeignete Weise benutzen, ihre vertraglichen Verpflichtungen verstehen und erfüllen, auf eine an ihre Lage angepasste soziale Hilfe bei den bestehenden Diensten im Bereich der Personenhilfe und der sozialen Maßnahmen Anspruch haben können; dies umfasst folgende spezifische Mittel:

- für Übergangswohnungen: eine Hilfe bei der aktiven Suche nach einer anderen Wohnung innerhalb von mit ihrer Lage vereinbarten Fristen, die Klärung ihrer administrativen und sozialen Lage, die Sicherstellung einer Mietgarantie;

- für Eingliederungswohnungen: eine Betreuung, bei der die Wohnung als Stabilisierungsfaktor dient";

10° Punkt 16° wird durch das Folgende ersetzt: "16° angepasste Wohnung: die Wohnung, die so gestaltet ist, dass sie einem Haushalt eine angepasste Nutzung gemäß den von der Regierung festgelegten Kriterien wegen der Behinderung eines Haushaltsmitglieds ermöglicht,";

11° ein wie folgt verfasster Punkt 16°*bis* wird eingefügt: "16°*bis* zugängliche Wohnung: eine Wohnung, deren Kfz-Stellplätze, Zugangswege, Türen, Korridore, Treppenhäuser, Aufzüge und Ebene den technischen Merkmalen genügen, die sich aus dem Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie ergeben, und die von der Regierung festgelegt werden,";

12° ein wie folgt verfasster Punkt 16°*ter* wird eingefügt: "16°*ter* anpassbare Wohnung: eine zugängliche Wohnung, die auf einfache Weise in eine angepasste Wohnung umgestaltet werden kann, die den spezifischen Bedürfnissen einer Person mit eingeschränkter Mobilität genügt, um ihr zu erlauben, sich dort zu bewegen, und alle ihre Funktionen auf autonome Weise, nach von der Regierung festgelegten Kriterien, benutzen zu können,";

13° Punkt 21°*bis* wird durch das Folgende ersetzt: "21°*bis* bewohnbare Fläche: die nutzbare Fläche, multipliziert mit einem Beleuchtungskoeffizienten, der gemäß den von der Regierung festgelegten Kriterien berechnet wird,";

14° Punkt 23° wird durch die Wortfolge "die "Société wallonne du Crédit social" (Wallonische Sozialkreditgesellschaft)" ergänzt;

15° ein wie folgt verfasster Punkt 24°*bis* wird eingefügt: "24°*bis* schaffen: bauen, sanieren oder umgestalten";

16° unter Punkt 29° wird am Ende von Absatz 2 die folgende Wortfolge eingefügt: "oder in spezifischen Fällen";

17° unter Punkt 30° wird am Ende von Absatz 2 die folgende Wortfolge eingefügt: "oder in spezifischen Fällen";

18° unter Punkt 31° wird am Ende von Absatz 2 die folgende Wortfolge eingefügt: "oder in spezifischen Fällen";

19° ein wie folgt verfasster Punkt 31°*bis* wird eingefügt: "31°*bis* betreuter Haushalt: ein Haushalt, der auf eine spezifische soziale Betreuung Anspruch hat, deren Modalitäten von der Regierung bestimmt werden,";

20° ein wie folgt verfasster Punkt 37° wird eingefügt: "37° Wohnungskataster: Informationssystem, dessen Ziel darin besteht, Daten über die Immobilienlage der von den Immobilienvermittlern mit Ausnahme der "Société wallonne du Crédit social" verwalteten Wohnungen zu sammeln und zu aktualisieren.

Auf Vorschlag der "Société wallonne du Logement" bestimmt die Regierung die Piloteinrichtungen des Katasters, die Fälle und Bedingungen, in denen die Daten dieses Katasters benutzt werden können, sowie die Bedingungen für die Bildung und Aktualisierung dieses Katasters".

**Art. 4** - In Artikel 2 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 20. Juli 2005 abgeänderten Fassung, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt: "Die Region und die öffentlichen Behörden treffen ebenfalls die nützlichen Maßnahmen zur Förderung nachhaltiger Wohnverhältnisse, wobei nach gesunden, für alle zugänglichen und energiesparsamen Wohnungen gestrebt wird.";

2° in § 1, Absatz 2, der nun Absatz 3 wird, wird die Wortfolge "bessere soziale Kohäsion" durch "bessere soziale Kohäsion und soziales Gleichgewicht" ersetzt;

3° in § 3 wird die Wortfolge "über die Beihilfen und Rechte im Wohnbereich" durch "über die Beihilfen und Rechte im Wohnbereich und im Bereich der Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse"

**Art. 5** - In Titel II desselben Gesetzbuches wird die Überschrift von Kapitel I durch das Folgende ersetzt:

"Auf die Wohnungen anwendbare Kriterien".

**Art. 6** - Die Überschrift von Titel II, Kapitel I, Abschnitt 1 lautet nun "Festlegung der Kriterien der gesundheitlichen Zuträglichkeit und der Überbelegung"

**Art. 7** - In Artikel 3, Absatz 2 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 15. Mai 2003, 20. Juli 2005 und 3. Juli 2008 abgeänderten Fassung, wird Punkt 7° aufgehoben.

**Art. 8** - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel *3bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Die Regierung legt die Kriterien für die Überbelegung der Wohnungen fest. Diese Kriterien beziehen sich auf die Struktur und die Abmessungen der Wohnung je nach der Zusammensetzung des dort wohnenden Haushalts."

**Art. 9** - Artikel 4 des Wallonischen Wohngesetzbuches wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt: "Die Regierung legt die Bedingungen fest, unter denen eine Wohnung, die einen oder mehrere Mängel bezüglich der von ihr bestimmten Mindestkriterien der gesundheitlichen Zuträglichkeit aufweist, doch als gesund betrachtet wird."

**Art. 10** - In Artikel *4ter* desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 3. Juli 2008 wird der Satz "Im Falle einer Untersuchung ermittelt der in Artikel 5 erwähnte Beamte oder Bedienstete das Risiko einer Vergiftung durch Kohlenmonoxid und stellt es fest" durch die Wortfolge"; er verlangt ebenfalls den gemäß der einschlägigen Gesetzgebung erforderlichen Beweis der Kontrolle der Heizungsanlagen." ergänzt.

**Art. 11** - Die Überschrift von Abschnitt 2 von Kapitel I von Titel II desselben Gesetzbuches wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Die Einhaltung der Kriterien".

**Art. 12** - Artikel 5, Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° der erste Satz wird durch Folgendes ergänzt: ", und um festzustellen, ob die Wohnung angepasst, anpassbar oder zugänglich ist.";

2° der letzte Satz wird durch Folgendes ergänzt: "; dieser umfasst die Feststellungen und ein Gutachten über den Zustand der Wohnung in Bezug auf die Begriffsbestimmungen von Artikel 1, 12° bis 17°."

**Art. 13** - In Artikel 7 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 3 wird durch folgenden Satz ergänzt: "Wenn er das Wohnverbot verkündet, und den Bewohner ausweisen lässt, muss Letzterem spätestens zum Zeitpunkt der Ausweisung ein Vorschlag für eine Ersatzwohnung gemacht werden, unter Beachtung des Verfahrens und der Beschränkungen nach Abs. 8 bis 14.";

2° Absatz 6 wird durch folgenden Satz ergänzt: "Wenn die Regierung das Wohnverbot verkündet, und der Bürgermeister den Bewohner ausweisen lässt, muss Letzterem spätestens zum Zeitpunkt der Ausweisung einen Vorschlag für eine Ersatzwohnung gemacht werden, unter Beachtung des Verfahrens und der Beschränkungen nach Abs. 8 bis 14.";

3° er wird durch sieben Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Der Bürgermeister schlägt dem ausgewiesenen Bewohner ein Angebot für eine Ersatzwohnung vor, wenn und nur wenn eine der folgenden Wohnungen verfügbar ist:

1. Übergangswohnungen;
2. Wohnungen, die in Anwendung von Artikel 132 dem Ö.S.H.Z. oder einer Einrichtung mit sozialem Zweck vermietet werden;
3. Wohnungen, deren Verwaltung in Anwendung von Artikel 193 von einer Agentur für Sozialwohnungen übernommen wird;
4. Strukturen, die Unterkunft bieten, und von Einrichtungen verwaltet werden, die aufgrund des Dekrets vom 12. Februar 2004 über den Empfang, die Unterbringung und die Betreuung der Personen in sozialen Schwierigkeiten oder aufgrund des Dekrets der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 9. Mai 1994 zur Anerkennung von Einrichtungen für die vorübergehende Aufnahme und Betreuung von Personen in einer Notlage sowie zur Gewährung von Zuschüssen für die Enteignung, den Ankauf, den Bau, die Anmietung, die Instandsetzung und die Ausrüstung von Notaufnahmewohnungen zugelassen worden sind.

Er kann auf eine Wohnungskategorie nur dann zurückgreifen, wenn keine Wohnung der vorigen Kategorie verfügbar ist.

Wenn der Bürgermeister über keine in seinem Gebiet befindliche Wohnung verfügt, die zu diesen Kategorien gehört, informiert er die "Société wallonne du Logement", wobei er ihr die Liste der Verwalter dieser Wohnungskategorien, die er angesprochen hat, übermittelt.

Nachdem die "Société wallonne du Logement" geprüft hat, dass die kraft Abschnitt 8 verlangten Schritte vom Bürgermeister unternommen worden sind, sucht sie eine auf Ebene der Provinz verfügbare Wohnung binnen einer Frist von einem Monat, wobei diese Wohnung zu folgenden Kategorien gehören muss:

1. Übergangswohnungen;
2. Wohnungen, die in Anwendung von Artikel 132 einem Ö.S.H.Z. oder einer Einrichtung mit sozialem Zweck vermietet werden;
3. Wohnungen, deren Verwaltung in Anwendung von Artikel 193 von einer Agentur für Sozialwohnungen übernommen wird;
4. Wohnungen des privaten Mietsektors;
5. Strukturen, die Unterkunft bieten, und von Einrichtungen verwaltet werden, die aufgrund des Dekrets vom 12. Februar 2004 über den Empfang, die Unterbringung und die Betreuung der Personen in sozialen Schwierigkeiten oder aufgrund des Dekrets der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 9. Mai 1994 zur Anerkennung von Einrichtungen für die vorübergehende Aufnahme und Betreuung von Personen in einer Notlage sowie zur Gewährung von Zuschüssen für die Enteignung, den Ankauf, den Bau, die Anmietung, die Instandsetzung und die Ausrüstung von Notaufnahmewohnungen zugelassen worden sind.

Sie kann auf eine Wohnungskategorie nur dann zurückgreifen, wenn keine Wohnung der vorigen Kategorie verfügbar ist.



Das Zurückgreifen auf eine Wohnung des privaten Mietsektors ist nur dann gestattet, wenn der in Abschnitt 4 genannte "Fonds régional pour le relogement" (regionaler Fonds für Ersatzwohnungen) die Miete teilweise finanzieren kann.

Die Regierung bestimmt die Dauer sowie die Finanzierung der Wiederunterbringung aufgrund der Einkünfte und Bedürfnisse des ausgewiesenen Bewohners."

**Art. 14** - Artikel 10, Absatz 2 desselben Gesetzbuches, in seiner durch die Dekrete vom 20. Juli 2005 und 22. Juli 2010 abgeänderten Fassung, wird durch einen Punkt 5° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"5° dass sie über den Ausweis über die Energieeffizienz des Gebäudes, wenn dieser Ausweis kraft der einschlägigen Gesetzgebung verlangt wird, sowie über den kraft der einschlägigen Gesetzgebung erforderlichen Beweis der Kontrolle der Heizungsanlagen verfügt."

**Art. 15** - In Artikel 13 desselben Gesetzbuches, in seiner durch die Dekrete vom 15. Mai 2003 und 23. November 2006 abgeänderten Fassung, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 2 wird durch folgende Wortfolge ergänzt: "; wenn die festgestellten Mängel dies erfordern, kann der Bürgermeister oder die Regierung ein Wohnverbot verkünden.";

2° ein Absatz 3 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt: "Wenn das Gemeindegremium oder die Regierung das Wohnverbot verkündet, und der Bürgermeister den Bewohner ausweisen lässt, muss Letzterem spätestens zum Zeitpunkt der Ausweisung ein Vorschlag für eine Ersatzwohnung gemacht werden, unter Beachtung des Verfahrens und der Beschränkungen nach Artikel 7, Abs. 8 bis 14."

**Art. 16** - In Titel II, Kapitel I desselben Gesetzbuches wird ein Abschnitt 4 mit folgender Überschrift eingefügt: "Der "Fonds régional pour le relogement" (Fonds für Ersatzwohnungen)."

**Art. 17** - Es wird ein Artikel 13*bis* mit folgendem Wortlaut in den durch Artikel 16 eingefügten Abschnitt 4 eingefügt:

"Art. 13*bis* - Es wird ein "Fonds régional pour le relogement" eingerichtet, dem der Ertrag der in Artikel 190, § 3 genannten Strafmaßnahmen überwiesen wird.

Der Fonds kann zwecks der Finanzierung der Wiederunterbringung des kraft Artikel 7, Abs. 3 oder 6, oder Artikel 13, Abs. 3 ausgewiesenen Bewohners benutzt werden."

**Art. 18** - Es wird ein Artikel 13*ter* mit folgendem Wortlaut in denselben Abschnitt 4 eingefügt:

"Art. 13*ter* - Der von der Regierung bestimmte Beamte der Verwaltung kann dem Vermieter, der eine Wohnung vermietet, deren Bewohner vom Bürgermeister anschließend an ein vom Bürgermeister, vom Gemeindegremium oder von der Regierung verkündetes Wohnverbot ausgewiesen werden, eine administrative Geldbuße nach in Artikel 200*bis* festgelegten Modalitäten auferlegen.

Der Betrag der vereinnahmten Geldbuße wird dem "Fonds régional pour le relogement" überwiesen."

**Art. 19** - In Titel II desselben Gesetzbuches wird ein Kapitel *Ibis* eingefügt, dessen Überschrift "Die Kriterien nachhaltiger Wohnverhältnisse" lautet.

**Art. 20** - Es wird ein Artikel 13*quater* mit folgendem Wortlaut in das durch Artikel 19 eingefügte Kapitel *Ibis* eingefügt:

"Art. 13*quater* - Die Regierung legt die Kriterien nachhaltiger Wohnverhältnisse fest.

Diese Kriterien betreffen:

1° die Zugänglichkeit;

2° die Anpassbarkeit;

3° die Energieeffizienz.

Die Nichteinhaltung dieser Kriterien kann nicht zur Auferlegung von Arbeiten oder zu einem Wohnverbot führen, ermöglicht jedoch den Anspruch auf Beihilfen der Region in Anwendung der Artikel 22*ter* und 22*quater*."

**Art. 21** - In Artikel 14, § 2 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 20. Juli 2005 abgeänderten Fassung, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 2, Absatz 1 wird Buchstabe *c*. durch folgende Bestimmung ersetzt:

"*c*. den Mietern in prekären Verhältnissen oder mit geringem Einkommen einer Wohnung, die einer Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes gehört und von ihr verwaltet wird, oder einer Wohnung, die dem "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" gehört, und die auf Antrag der Wohnungsbaugesellschaft oder des "Fonds" es akzeptieren, aus einer unterbelegten Wohnung auszuführen, und eine nicht in Artikel 1, 7° bis 10° genannte Wohnung in Miete nehmen.";

2° in Punkt 2, Absatz 2 wird die Wortfolge "Die Mietbeihilfe wird nur dann gewährt" durch "Für die Buchstaben *a*., *b*. und *c*. wird die Mietbeihilfe nur dann gewährt" ersetzt.

3° ein wie folgt verfasster Punkt 2°*bis* wird eingefügt:

"2°*bis* eine Umzugsbeihilfe den Mietern einer Wohnung, die einer Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes gehört, und die auf Antrag der Wohnungsbaugesellschaft, es akzeptieren, aus einer von Letzterer verwalteten unterbelegten Wohnung auszuführen, um eine Wohnung derselben Gesellschaft oder einer anderen Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes, die im Verhältnis zu ihrer Haushaltszusammensetzung steht, in Miete zu nehmen.";

4° ein wie folgt verfasster Punkt 2°*ter* wird eingefügt:

"2°*ter* eine Mietbeihilfe den Haushalten, die eine Wohnung, die einer Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes gehört, in Miete nehmen, und eine Wohnung verlassen, für die eine Entschädigung wegen Endes des Mietvertrags geschuldet ist."

**Art. 22** - Es wird ein Artikel 22*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 22*bis* - Die Region gewährt den Haushalten in prekären Verhältnissen, die eine Wohnstätte, die keine Wohnung ist, in einem Gebiet nach Artikel 44, § 2 schaffen oder verbessern, eine Beihilfe.

Die Regierung bestimmt die Mindestanforderungen in Sachen Bewohnbarkeit und Sicherheit, denen die Wohnstätte genügen muss.

Die bezeichneten Beamten und Bediensteten der Verwaltung sind befugt, um diese Mindestanforderungen zu prüfen und einen Untersuchungsbericht aufzustellen."

**Art. 23** - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel 22<sup>ter</sup> mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 22<sup>ter</sup> - Die Region gewährt den Haushalten, die im Rahmen der Sanierung oder Neugestaltung einer Wohnung, die eine minimale Energieeffizienz, die von der Regierung festgelegt wird, nicht erreicht, Arbeiten zur Verbesserung dieser Effizienz durchführen, eine Beihilfe. Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Gewährung dieser Beihilfe."

**Art. 24** - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel 22<sup>quater</sup> mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 22<sup>quater</sup> - Die Region gewährt den Haushalten eine Beihilfe, um ihre Wohnung anpassbar oder zugänglich zu machen. Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Gewährung dieser Beihilfe."

**Art. 25** - In Artikel 23 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 20. April 2009 abgeänderten Fassung, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird Punkt 4 durch folgende Bestimmung ersetzt:

"4° einer Ausfallbürgschaft für die Tilgung

- der Hypothekendarlehen, die unter den von der Regierung festgelegten Umständen und Bedingungen durch ein in dem Gesetz vom 4. August 1992 über den Hypothekarkredit erwähntes Hypothekenunternehmen bewilligt werden;

- der Darlehen, die vom Fonds zur Senkung der Gesamtenergiekosten gewährt werden;

- der Darlehen für Energieeinsparungen, die nach von der Regierung festgelegten Bedingungen gewährt werden.";

2° es wird ein § 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 3. Innerhalb der Grenzen der verfügbaren Haushaltsmittel ist die Wallonische Regierung ermächtigt, für die von dem Fonds zur Senkung der Gesamtenergiekosten gewährten Darlehen eine Bonifikation zu gewähren, um den Zinssatz dieser Darlehen auf 0% zurückzubringen."

**Art. 26** - Die Überschrift von Abschnitt 3 von Kapitel 2 von Titel II desselben Gesetzbuches wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Dauer, Gewährungsbedingungen und Berechnung der Beihilfen".

**Art. 27** - In Artikel 24, § 1 desselben Gesetzbuches wird die Wortfolge "die Dauer," zwischen "legt" und "das Verfahren" eingefügt.

**Art. 28** - In Artikel 26, Absatz 1 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 14. Dezember 2000 und abgeändert durch das Dekret vom 15. Mai 2003, wird die Wortfolge "innerhalb zehn Tagen" durch "innerhalb fünfzehn Tagen" ersetzt.

**Art. 29** - In Artikel 29, § 1, Absätzen 1, 2 und 3, und § 3 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 15. Mai 2003, wird "Sozial- oder Durchschnittswohnungen" durch "Sozialwohnungen" ersetzt.

**Art. 30** - In Artikel 31, § 1 desselben Gesetzbuches, in seiner durch die Dekrete vom 15. Mai 2003 und 20. Juli 2005 abgeänderten Fassung, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "wenn diese juristische Person bzw. Einrichtung eine verbesserungsfähige Wohnung saniert oder ein Gebäude umgestaltet, um dort eine Übergangswohnung zu schaffen" durch "wenn diese juristische Person bzw. Einrichtung eine Übergangswohnung schafft" ersetzt;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge "sanierten oder umgestalteten Wohnung" durch "geschaffenen Wohnung" ersetzt.

**Art. 31** - In Artikel 32, § 1 desselben Gesetzbuches, in seiner durch die Dekrete vom 15. Mai 2003 und 20. Juli 2005 abgeänderten Fassung, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "wenn diese juristische Person bzw. Einrichtung eine verbesserungsfähige Wohnung saniert oder ein Gebäude umgestaltet, um dort eine Eingliederungswohnung zu schaffen" durch "wenn diese juristische Person bzw. Einrichtung eine Eingliederungswohnung schafft" ersetzt;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge "sanierten oder umgestalteten Wohnung" durch "geschaffenen Wohnung" ersetzt.

**Art. 32** - In Artikel 37, § 2 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 15. Mai 2003, wird die Wortfolge "oder des Enehmers des Registrierungsamtes, in dessen örtlichem Zuständigkeitsbereich das Immobiliengut gelegen ist" durch folgende Wortfolge ersetzt: ", des Enehmers des Registrierungsamtes, in dessen örtlichem Zuständigkeitsbereich das Immobiliengut gelegen ist, eines Notars, eines in dem Verzeichnis des föderalen Rats der Landmesser-Gutachter eingetragenen Landmesser-Gutachters oder eines im Verzeichnis der Architektenkammer eingetragenen Architekten."

**Art. 33** - In Titel II, Kapitel III, Abschnitt 1, Unterabschnitt 2 desselben Gesetzbuches wird ein Artikel 38<sup>bis</sup> mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 38<sup>bis</sup> - Innerhalb der Grenzen der verfügbaren Haushaltsmittel ist die Wallonische Regierung ermächtigt, für die von dem Fonds zur Senkung der Gesamtenergiekosten den juristischen Personen, die keine öffentlichen Wohnungsbaugesellschaften sind, gewährten Darlehen eine Bonifikation zu gewähren, um den Zinssatz dieser Darlehen auf 0% zurückzubringen."

**Art. 34** - In Artikel 39, Absatz 1 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 15. Mai 2003, wird die Wortfolge "innerhalb zehn Werktagen" durch "innerhalb fünfzehn Tagen" ersetzt.

**Art. 35** - In Artikel 44 desselben Gesetzbuches, in seiner durch die Dekrete vom 15. Mai 2003 und 22. Juli 2010 abgeänderten Fassung, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1, Absatz 1 wird "Durchschnitts-" abgeschafft;

2° in § 2 wird die Wortfolge "wenn das Grundstück dazu bestimmt ist, bewegliche Wohnwagen von Landfahrern aufzunehmen" durch Folgendes ersetzt: "wenn das Grundstück:

- in von der Regierung bestimmten Gebieten für das "ständige Wohnen" gelegen ist;

- in von der Regierung bestimmten Gebieten, die von Wohnstätten benutzt werden, die keine Wohnungen sind, gelegen ist;

- dazu bestimmt ist, bewegliche Wohnwagen von Landfahrern aufzunehmen."

**Art. 36** - Artikel 45 desselben Gesetzbuches wird durch einen Punkt 7° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"7° Wiederinstandsetzung eines bebauten Grundstücks, hauptsächlich um dort Wohnungen zu sanieren oder zu schaffen."

**Art. 37** - In Artikel 47, 1° desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 15. Mai 2003 abgeänderten Fassung, wird "Durchschnitts-" gestrichen.

**Art. 38** - In Artikel 51, Absatz 1 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 15. Mai 2003, wird die Wortfolge "innerhalb zehn Werktagen" durch "innerhalb fünfzehn Tagen" ersetzt.

**Art. 39** - In Artikel 56, § 1 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "wenn diese zwecks der Schaffung einer Übergangswohnung ein verbesserungsfähiges Gebäude saniert oder umgestaltet" durch "wenn diese eine Übergangswohnung schafft" ersetzt.

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge "sanierten oder umgestalteten" durch "geschaffenen" ersetzt.

**Art. 40** - In Artikel 57, § 1 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "wenn diese ein verbesserungsfähiges Gebäude saniert oder umgestaltet, um in diesem Gebäude eine Eingliederungswohnung zu schaffen" durch "wenn diese eine Eingliederungswohnung schafft" ersetzt;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge "sanierten oder umgestalteten" durch "geschaffenen" ersetzt.

**Art. 41** - Artikel 58 desselben Gesetzbuches wird aufgehoben.

**Art. 42** - In Artikel 61, Absatz 2 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 15. Juli 2003 abgeänderten Fassung, wird die Nr. 8° durch Folgendes ersetzt:

"8° die Dauer der Zweckbestimmung der Wohnung sowie die Aufrechterhaltung dieser Zweckbestimmung bei einer Eigentumsübertragung;"

**Art. 43** - In Artikel 62, § 2 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 15. Mai 2003, wird die Wortfolge "oder des Einnehmers des Registrierungsamtes, in dessen örtlichem Zuständigkeitsbereich das Immobiliengut gelegen ist" durch folgende Wortfolge ersetzt: "des Einnehmers des Registrierungsamtes, in dessen örtlichem Zuständigkeitsbereich das Immobiliengut gelegen ist, eines Notars, eines in dem Verzeichnis des föderalen Rats der Landmesser-Gutachter eingetragenen Landmesser-Gutachters oder eines im Verzeichnis der Architektenkammer eingetragenen Architekten."

**Art. 44** - In Titel II, Kapitel IV, Abschnitt 1, Unterabschnitt 2 desselben Gesetzbuches wird ein Artikel 63*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 63*bis* - Innerhalb der Grenzen der verfügbaren Haushaltsmittel ist die Wallonische Regierung ermächtigt, für die von dem Fonds zur Senkung der Gesamtenergiekosten gewährten Darlehen eine Bonifikation zu gewähren, um den Zinssatz dieser Darlehen auf 0% zurückzubringen."

**Art. 45** - In Artikel 64, Absatz 1 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 15. Mai 2003, wird die Wortfolge "innerhalb zehn Werktagen" durch "innerhalb fünfzehn Tagen" ersetzt.

**Art. 46** - In Artikel 69, § 1, Absatz 1 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 22. Juli 2010 abgeänderten Fassung, wird das Wort "Durchschnitts-" gestrichen.

**Art. 47** - Artikel 70 desselben Gesetzbuches wird durch einen Punkt 7° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"7° Wiederinstandsetzung eines bebauten Grundstücks, hauptsächlich um dort Wohnungen zu sanieren oder zu schaffen."

**Art. 48** - In Artikel 72, 1° desselben Gesetzbuches wird das Wort "Durchschnitts-" aufgehoben.

**Art. 49** - In Artikel 76, Absatz 1 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 15. Mai 2003, wird die Wortfolge "innerhalb zehn Werktagen" durch "innerhalb fünfzehn Tagen" ersetzt.

**Art. 50** - In demselben Gesetzbuch wird die Überschrift von Titel II, Kapitel V durch Folgendes ersetzt:

"Kapitel V - Sonderbestimmungen betreffend die Wohnkerne und bestimmte spezifische Gebiete".

**Art. 51** - Artikel 79 desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 79 - § 1. Die Regierung gewährt spezifische Beihilfen oder passt die Beihilfen vorliegenden Gesetzbuches an, zugunsten:

1° der Wohnkerne im Sinne von Artikel 1, 2°;

2° der Umkreise, die in der für städtebauliche Schutzgebiete gewisser Gemeinden geltenden allgemeinen Bauordnung erwähnt sind;

3° von Gebieten, die von der Regierung bestimmt werden; es handelt sich hierbei um zwei Arten von Gebieten:

a. Gebiete mit Baudruck, die den Gemeinden entsprechen, in denen der Durchschnittspreis der gewöhnlichen Wohnhäuser den auf dem regionalen Gebiet gerechneten Durchschnittspreis gleicher Häuser um einen von der Regierung zu bestimmenden Prozentsatz überschreitet;

b. neu zu belebende Wohngebiete, die den Gemeindegebieten entsprechen, die den Kriterien für die städtischen Freizonen, so wie sie durch den Buchstaben a) oder den Buchstaben b) von Artikel 38, § 3 des Programmdekrets vom 23. Februar 2006 über die vorrangigen Maßnahmen für die wallonische Zukunft bestimmt sind, oder den von der Regierung bestimmten Kriterien betreffend die Wohndichte und -qualität genügen."

**Art. 52** - In Artikel 88 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° § 1, 4° wird aufgehoben;

2° § 1 wird mit den Punkten 8° und 9° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"8° die Einführung und Führung des Katasters der von den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes verwalteten Wohnungen im Sinne von Artikel 1, 37°, nach von der Regierung festgelegten Modalitäten zu gewährleisten;

9° die Zertifizierung der Energieeffizienz der von den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes verwalteten Gebäude vorzunehmen, wenn diese Zertifizierung kraft der einschlägigen Gesetzgebung verlangt wird.;"

3° § 2 wird durch einen Punkt 7° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"7° sicherzugehen, dass jeder Person, die anschließend an ein durch den Bürgermeister oder die Regierung verkündetes Wohnverbot, von einer Wohnung ausgewiesen wird, nach dem Verfahren und innerhalb der Begrenzungen von Artikel 7, Abs. 8 bis 14, ein Vorschlag für eine Ersatzwohnung gemacht wird."

**Art. 53** - In Artikel 96, Absatz 1 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 5. Mai 2003 abgeänderten Fassung, wird die Wortfolge "Anleihen mit der Bürgschaft der Region" durch "Anleihen, die ggf. mit einer Bürgschaft der Region ausgestattet werden können," ersetzt.

**Art. 54** - In Artikel 106 desselben Gesetzbuches, in seiner durch die Dekrete vom 15. Mai 2003 und 23. November 2006 abgeänderten Fassung, wird die Wortfolge "eines Mitglieds eines Gemeindegremiums," zwischen "mit dem Amt" und "eines Verwalters der Gesellschaft oder einer Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes" eingefügt.

**Art. 55** - In Artikel 107.2, Abs. 5 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 15. Mai 2003, wird die Wortfolge "einem Vertreter der VoE Vereinigung für Sozialwohnungen" gestrichen.

**Art. 56** - In Artikel 113, 2° desselben Gesetzbuches, in seiner durch die Dekrete vom 15. Mai 2003, 20. Juli 2005 und 30. April 2009 abgeänderten Fassung, wird die Wortfolge "der Abteilung Finanzverwaltung des Generalsekretariats des Ministeriums der Wallonischen Region" durch "der Abteilung Finanzverwaltung der ressortübergreifenden Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt."

**Art. 57** - In Artikel 131 desselben Gesetzbuches, in seiner durch die Dekrete vom 15. Mai 2003 und 20. Juli 2005 abgeänderten Fassung, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Punkt 1° wird die Wortfolge "angepassten Wohnungen" durch "angepassten oder anpassbaren Wohnungen" und wird "von Durchschnittswohnungen" gestrichen;

2° In Punkt 2°bis wird die Wortfolge ", einschließlich des Entwurfs, der Montage und des Follow-up von Immobilienprojekten," zwischen "Jegliches Immobiliengeschäft" und "und jegliche Maßnahme" eingefügt;

3° die Punkte 1°bis, 8°bis, 10°bis und 10ter mit folgendem Wortlaut werden eingefügt:

"1°bis der Empfang der Mieter bei ihrer Aufnahme in einer Sozial-, angepassten oder anpassbaren, Eingliederungs- oder Übergangswohnung, nach von der Regierung bestimmten Modalitäten;"

"8°bis der Entwurf, die Montage und das Follow-up von Immobilienprojekten, bei denen Wohnungen ganz oder teilweise geschaffen werden, für andere öffentliche Träger;"

"10°bis die Einführung und Führung des Katasters der von den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes verwalteten Wohnungen im Sinne von Artikel 1, 37°, nach von der Regierung festgelegten Modalitäten;"

10ter die Information der Mitglieder des beratenden Ausschusses der Mieter und Eigentümer, die für die Ausübung seiner Befugnisse notwendig ist."

**Art. 58** - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel 131bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 131bis - Die Gesellschaft muss einen Sozialreferenten anstellen, der damit beauftragt ist, die Verbindung mit den lokalen sozialen Akteuren herzustellen, um den Mietern von Sozial-, angepassten oder anpassbaren, Eingliederungs- und Übergangswohnungen eine soziale Betreuung anzubieten, wobei insbesondere dafür gesorgt wird, dass die Personen, die von den verschiedenen Unterkunstmöglichkeiten auf eine betreute Sozialwohnung übergehen, ständig betreut werden.

Die Regierung bestimmt die Bedingungen für die Anstellung des Sozialreferenten sowie die Modalitäten für die Vernetzung der sozialen Betreuung.

Die Regierung bezuschusst die Entlohnung des Sozialreferenten unter von ihr bestimmten Bedingungen."

**Art. 59** - In Artikel 132, Absatz 1 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 20. Juli 2005 abgeänderten Fassung, wird die Wortfolge "zur Verfügung eines Haushalts stellt, der Sozialhilfe bezieht" durch "zur Verfügung eines Haushalts in prekären Verhältnissen stellt" ersetzt.

**Art. 60** - In Artikel 133 desselben Gesetzbuches wird § 2 durch Folgendes ersetzt:

"§ 2. Die Gesellschaft kann mit anderen Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes, einer öffentlichen Behörde oder Einrichtungen mit sozialem Zweck Vereinbarungen bezüglich der Verwirklichung ihres Gesellschaftszwecks abschließen, einschließlich solcher, die Dienstleistungszentren und Arbeiterregionen einführen. Die Regierung bestimmt die Dauer dieser Vereinbarungen, den Umfang der ausgeübten Aufgaben sowie die Modalitäten betreffend die Arbeitsverträge."

**Art. 61** - In Artikel 138, § 1 desselben Gesetzbuches, in seiner durch die Dekrete vom 15. Mai 2003 und 23 November 2006 abgeänderten Fassung, wird Abs. 1 durch Folgendes ersetzt:

"Außer in den von der Regierung bestimmten Fällen ist die Beteiligung der Region am Kapital einer Gesellschaft auf ein Viertel begrenzt."

**Art. 62** - In Artikel 146, Abs. 2 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 15. Mai 2003 abgeänderten Fassung, wird die Wortfolge:

"Beim Ableben oder Rücktritt des Kommissars wird die Region, bis die Regierung einen neuen Kommissar bezeichnet hat, durch den in Artikel 148, Absatz 1 erwähnten, von der Regierung bezeichneten Verwalter vertreten. Das gleiche gilt bei durch höhere Gewalt begründeter Abwesenheit des Kommissars, mit der Zustimmung der "Société wallonne du Logement" und vorbehaltlich einer schriftlichen Vollmacht, die dem Verwalter vom vorerwähnten Kommissar erteilt wird." durch Folgendes ersetzt:

"Beim Ableben oder Rücktritt des Kommissars wird die Region, bis die Regierung einen neuen Kommissar bezeichnet hat, durch einen von der Regierung in einer anderen Gesellschaft bezeichneten Verwalter vertreten. Dies gilt auch bei Abwesenheit, die durch höhere Gewalt begründet wird, mit der Zustimmung der "Société wallonne du Logement" und unter der Voraussetzung, dass eine schriftliche Vollmacht, die vom Kommissar der betreffenden Gesellschaft dem ihn ersetzenden Kommissar erteilt wird, vorliegt."

**Art. 63** - In Artikel 148, § 1 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 30. März 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch das Folgende ersetzt:

"Der Verwaltungsrat besteht aus einem von der Regierung bezeichneten Verwalter, der die Wallonische Region vertritt, aus von der Generalversammlung der Gesellschaft bezeichneten Verwaltern und aus zwei Verwaltern, die den beratenden Ausschuss der Mieter und Eigentümer vertreten, wenn ein solcher Ausschuss gegründet worden ist. Unter den von der Generalversammlung bezeichneten Verwaltern, können zwei Verwalter Anteile als Privatperson besitzen;"

2° zwei Absätze mit folgendem Wortlaut werden zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

"Wenn in von der Regierung in Anwendung von Artikel 138, § 1, Absatz 1, bestimmten Fällen, die Beteiligung der Region am Kapital der Gesellschaft ein Viertel übertrifft, besteht der Verwaltungsrat aus zwei Verwaltern, die die Wallonische Region vertreten.

Die Mitglieder des Verwaltungsrats, die den beratenden Ausschuss der Mieter und Eigentümer vertreten, werden von der Regierung benannt, auf der Grundlage einer Liste von Kandidaten, die vom beratenden Ausschuss der Mieter und Eigentümer binnen drei Monaten nach der Bildung dieses Ausschusses vorgelegt wird. Die Dauer ihres Mandats entspricht derjenigen des Mandats der Mitglieder des beratenden Ausschusses der Mieter und Eigentümer, zuzüglich drei Monaten;"

3° in Absatz 2, der nun Absatz 4 wird, Nr. 1°, wird die Wortfolge "innerhalb des Jahres seiner Bezeichnung" durch "innerhalb des Jahres seiner ersten Bezeichnung" ersetzt;



4° in Absatz 3, der nun Absatz 5 wird, wird die Wortfolge "ohne jedoch neunzehn überschreiten zu dürfen" durch "ohne jedoch zwanzig, oder einundzwanzig in den von der Regierung in Anwendung von Art. 138, § 1, Absatz 1 bestimmten Fällen, überschreiten zu dürfen" ersetzt;

5° Absatz 4 wird aufgehoben;

6° in Absatz 5, der nun Absatz 6 wird, wird die Wortfolge "In diesem Rahmen kann die Regierung" durch "Die Regierung kann" ersetzt;

7° Absatz 7, der nun Absatz 8 wird, wird durch das Folgende ersetzt: "Die Vertreter der lokalen Behörden werden jeweils verhältnismäßig entsprechend den Provinzialräten, verhältnismäßig entsprechend den Gemeinderäten, und verhältnismäßig entsprechend den Sozialhilferäten gemäß Artikel 167 und 168 des Wahlgesetzbuches und kraft der Satzungen der Gesellschaft bezeichnet.";

8° ein Absatz 11 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt: "Jede demokratische politische Fraktion, die über mindestens einen gewählten Vertreter innerhalb einer der verbundenen Gemeinden und mindestens einen gewählten Vertreter im Wallonischen Parlament verfügt, und die nach dem System der verhältnismäßigen Vertretung gemäß dem oben stehenden Paragrafen nicht vertreten ist, hat Anspruch auf einen Sitz. Dieser zusätzliche Sitz gibt dem so bezeichneten Verwalter in allen Fällen eine beschließende Stimme. In diesem Fall ist die in vorliegendem Paragrafen genannte Grenze der Höchstanzahl Verwalter nicht anwendbar."

**Art. 64** - In dem durch das Dekret vom 30. März 2006 eingefügten Artikel 148, § 4 desselben Gesetzbuches wird die Wortfolge "Artikel 148, § 1, Absatz 2, 1°" durch "Artikel 148, § 1, Absatz 4, 1°" ersetzt.

**Art. 65** - In Artikel 149, 1° desselben Gesetzbuches wird der Absatz 1 durch den folgenden Satz ergänzt:

"Dieses Verbot betrifft nicht das kollektive Interesse, das sich aus der Eigenschaft als Bewohner einer Wohnung einer Gesellschaft ergibt, welche keinesfalls die Teilnahme an der Beratung verhindert."

**Art. 66** - In Artikel 150, Absatz 3 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 30. März 2006, und abgeändert durch das Dekret vom 23. November 2006 wird der Satz "Der Ausschuss für die Zuteilung der Wohnungen kann sich aus dem Verwaltungsrat nicht angehörnden Mitgliedern zusammensetzen, die vom Verwaltungsrat benannt werden." durch folgenden Satz ersetzt: "Der Ausschuss für die Zuteilung der Wohnungen setzt sich ebenfalls aus zwei Sozialarbeitern zusammen, die von öffentlichen Behörden oder Vereinigungen stammen. Diese Sozialarbeiter dürfen keine Behörden bzw. Vereinigungen vertreten, die von der Gesellschaft abhängen. Der Ausschuss kann sich ebenfalls aus anderen, dem Verwaltungsrat nicht angehörnden Mitgliedern zusammensetzen, die von Letzterem benannt werden."

**Art. 67** - In Artikel 152 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 30. März 2006 abgeänderten Fassung, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° es wird ein § *1bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ *1bis*. Das Mandat der regionalen Verwalter ist auf fünf Jahre begrenzt, und kann erneuert werden.";

2° in § 2 wird die Wortfolge "den Verwalter, den" durch "den oder die Verwalter, die", "dieser" durch "diese" und "abwesend ist" durch "abwesend sind" ersetzt und wird die Wortfolge "Artikel 148, § 1, Absatz 2, 1°" durch "Artikel 148, § 1, Absatz 4, 1°" ersetzt.

**Art. 68** - Artikel 152<sup>quater</sup> desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 30. März 2006 und abgeändert durch das Dekret vom 23. November 2006, wird durch Folgendes ersetzt:

"Innerhalb von sechs Monaten nach der Erneuerung der Verwaltungsräte der Gesellschaften organisiert die Gesellschaft für die Verwalter einen Ausbildungszyklus, dessen Inhalt von der Regierung auf Vorschlag der Gesellschaft bestimmt wird.

Die Verwalter müssen jedes Jahr die Teilnahme an einer Weiterbildung in für die Ausübung ihres Amtes nützlichen Bereichen nachweisen. Die Regierung bestimmt die Modalitäten dieser Weiterbildung auf Vorschlag der Gesellschaft.

Innerhalb von sechs Monaten nach der Erneuerung ihres Verwaltungsrates gewährleisten die Gesellschaften eine Information der Verwalter über die Gesellschaft, ihre finanzielle Lage, ihren Wohnungsbestand, die laufenden Programme der Arbeiten und Renovationen und jegliches Element, das für eine gute Kenntnis des Wohnungsbestandes der Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes nützlich ist."

**Art. 69** - In Artikel 154 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätzen 1 und 2 eingefügt:

"Die Mitglieder eines beratenden Ausschusses der Mieter und Eigentümer dürfen keine Verwandten oder Verschwägerten bis zum zweiten Grad einschließlich sein, nicht miteinander verheiratet sein oder keine gesetzlich zusammenwohnenden Partner sein. Falls Mitglieder eines beratenden Ausschusses der Mieter und Eigentümer nachträglich heiraten oder gesetzlich zusammenwohnende Partner werden, so wird das Mandat des jüngeren Mitglieds von Rechts wegen beendet."

**Art. 70** - In Artikel 156 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Der Absatz wird durch das Folgende ersetzt:

"Der beratende Ausschuss der Mieter und Eigentümer ist verpflichtet, sofort nach seiner Einsetzung ein Programm der von ihm beabsichtigten Aktionen zu erstellen. Dieses Programm wird der Gesellschaft zugesandt. Zwecks der Umsetzung dieser Aktionen, wird der Ausschuss gemäß den von der Regierung festgelegten Bestimmungen an der Verwaltung und an den Tätigkeiten der Wohnviertelregie beteiligt. Er informiert die Mieter und die Eigentümer über seine Tätigkeiten und über die von ihm abgegebenen Gutachten.";

2° ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"Der beratende Ausschuss der Mieter und Eigentümer wird durch die Gesellschaft über die Ankunft neuer Mieter in der Sozial-, angepassten oder anpassbaren, Eingliederungs- oder Übergangswohnung informiert, damit er ihren Empfang nach von der Regierung bestimmten Modalitäten vornehmen kann."

**Art. 71** - Artikel 157 desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 157 - Die Gesellschaft übernimmt die Funktionskosten des beratenden Ausschusses der Mieter und Eigentümer unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen auf Vorschlag der "Société wallonne du Logement"."

**Art. 72** - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel 158<sup>quater</sup> mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 158<sup>quater</sup> - Jeder geschäftsführende Direktor muss jedes Jahr die Teilnahme an einer Weiterbildung in für die Ausübung seines Amtes nützlichen Bereichen nachweisen. Die Regierung bestimmt die Modalitäten dieser Weiterbildung und ihrer Kontrolle durch die "Société wallonne du Logement"."

**Art. 73** - In den Unterabschnitt 7 desselben Gesetzbuches wird ein Artikel 158<sup>quinquies</sup> mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 158<sup>quinquies</sup> - Der Sozialreferent nach Artikel 1, 11<sup>ter</sup>, ist verpflichtet, an einer Ausbildung teilzunehmen, deren Inhalt und Modalitäten von der Regierung auf Vorschlag der "Société wallonne du Logement" bestimmt werden. Die "Société wallonne du Logement" wird mit der Koordinierung des Erfahrungsaustauschs der Sozialreferenten beauftragt."

**Art. 74** - Artikel 164 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 15. Mai 2003 abgeänderten Fassung, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 164 - § 1. Die Beschlüsse betreffend die Durchführungsbedingungen in Zusammenhang mit Liefer- und Dienstleistungsaufträgen, deren Betrag denjenigen übertrifft, der in Anwendung von Artikel 17, § 2, 2, Buchstabe *a* des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge festgelegt wird, unterliegen der Genehmigung der "Société wallonne du Logement".

Die "Société wallonne du Logement" kann jeden Beschluss der Gesellschaft bezüglich der Vergabe des oben genannten Auftrags aussetzen oder für nichtig erklären.

Die "Société wallonne du Logement" trifft ihre Entscheidung binnen 30 Tagen nach dem Eingang des Beschlusses und seiner Belege. Wenn die "Société" innerhalb der Frist keine Entscheidung getroffen hat, ist der Beschluss rechtskräftig.

§ 2. Die "Société wallonne du Logement" kann jeden Beschluss der Gesellschaft betreffend die Vergabe von öffentlichen Liefer- und Dienstleistungsaufträgen, deren Betrag denjenigen, der in Anwendung von Artikel 17, § 2, 2, Buchstabe *a* des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge festgelegt wird, nicht übertrifft, aussetzen oder für nichtig erklären.

Wenn die "Société" innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Beschlusses und seiner Belege keine Entscheidung getroffen hat, ist der Beschluss rechtskräftig.

§ 3. Die Beschlüsse der Gesellschaft betreffend die Durchführungsbedingungen der öffentlichen Bauaufträge, deren Betrag denjenigen übertrifft, der in Anwendung von Artikel 17, § 2, 2<sup>o</sup> Buchstabe *a* des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge festgelegt wird, unterliegen der Genehmigung der "Société wallonne du Logement".

Die "Société wallonne du Logement" kann jeden Beschluss der Gesellschaft bezüglich der Vergabe des oben genannten Auftrags aussetzen oder für nichtig erklären.

Die "Société wallonne du Logement" trifft ihre Entscheidung binnen 30 Tagen nach dem Eingang des Beschlusses und seiner Belege. Wenn die Gesellschaft innerhalb der Frist keine Entscheidung getroffen hat, ist der Beschluss rechtskräftig.

§ 4. Die "Société wallonne du Logement" kann jeden Beschluss der Gesellschaft betreffend die Vergabe von öffentlichen Bauaufträgen, deren Betrag denjenigen, der in Anwendung von Artikel 17, § 2, 2<sup>o</sup> Buchstabe *a* des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge festgelegt wird, nicht übertrifft, aussetzen oder für nichtig erklären.

Wenn die "Société" innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Beschlusses und seiner Belege keine Entscheidung getroffen hat, ist der Beschluss rechtskräftig.

§ 5. Die in § 1 Absatz 2, § 2 Absatz 3, § 3 Absatz 3, und § 4 Absatz 2 genannten Fristen werden in den Monaten Juli, August und Dezember um fünfzehn Tage verlängert. Die "Société wallonne du Logement" kann unter von der Regierung festgelegten Bedingungen diese selben Fristen um fünfzehn Tage verlängern.

§ 6. Für die in Artikel 55 bis 59<sup>bis</sup> vorliegenden Gesetzbuches genannten Arbeiten unterbreitet die Gesellschaft unter von der Regierung bestimmten Bedingungen den urbanistischen und architektonischen Vorentwurf betreffend das Konzept der zu schaffenden, zu sanierenden, umzugestaltenden, zu verbessernden oder zu erhaltenden Wohnungen, Gebäude und Ausrüstungen zur Genehmigung.

Wenn die "Société" innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang der Akte und ihrer Belege keine Entscheidung getroffen hat, ist der Beschluss rechtskräftig.

§ 7. Der Verwaltungsrat der "Société wallonne du Logement" kann durch einen begründeten Beschluss, je nach dem Umfang des Auftragsgegenstands und dem Ergebnis des innerhalb der Gesellschaft organisierten Audits, die Beschlüsse der Gesellschaft über die Wahl des Vergabeverfahrens, die Festlegung der Bedingungen und die Zuschlagserteilung zusätzlichen Gutachten unterwerfen, unter Einhaltung der von der Regierung bestimmten Bedingungen."

**Art. 75** - In dem durch das Dekret vom 30. März 2006 eingefügten Artikel 165<sup>bis</sup> § 3 desselben Gesetzbuches wird die Wortfolge "auf ihren Antrag hin" zwischen "Die Gesellschaft wird" und "je nach Fall" eingefügt.

**Art. 76** - Artikel 165<sup>bis</sup> desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 30. März 2006, wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 77** - In Artikel 168, § 1 und § 2 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 23. November 2006, wird die Wortfolge "von vier vollen Tagen" durch "von vier Werktagen" ersetzt.

**Art. 78** - In Artikel 174<sup>bis</sup> desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 30. März 2006, wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen Abs. 1 und Abs. 2 eingefügt:

"Der Ausschuss wird ebenfalls damit beauftragt, die Durchführung des Verwaltungsplans nach Artikel 170 innerhalb der Gesellschaften, in denen die Region mehr als ein Viertel des Kapitals besitzt, zu überwachen."

**Art. 79** - In Artikel 175.2 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1<sup>o</sup> in § 1 wird eine Nr. 3<sup>o</sup><sup>bis</sup> mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"3<sup>o</sup><sup>bis</sup> Aufgaben als Immobilienvermittler zu erfüllen";

2<sup>o</sup> in § 3, 1<sup>o</sup> wird ein Absatz 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"In Abweichung von Absatz 1 kann die Gesellschaft zwecks der Finanzierung von Darlehen für Energieeinsparungen mit der Zustimmung der Regierung nicht von der Region verbürgte Darlehen auf dem Kapitalmarkt aufnehmen."

**Art. 80** - In Artikel 175.3, Absatz 1, 3<sup>o</sup> desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 5. Mai 2003 abgeänderten Fassung, wird die Wortfolge "Ertrag der durch die Wallonische Region garantierten Anleihen" durch "Ertrag der ggf. durch die Wallonische Region garantierten Anleihen" ersetzt.

**Art. 81** - In Artikel 175.9, § 2 desselben Gesetzbuches wird die Wortfolge "als Mitglied eines Gemeindegremiums," zwischen "mit dem Amt" und "als Verwalter der Gesellschaft" eingefügt.

**Art. 82** - In Artikel 176.1 desselben Gesetzbuches wird der § 4 durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:  
"Das Mandat der regionalen Verwalter ist auf fünf Jahre begrenzt, und kann erneuert werden."

**Art. 83** - In Artikel 179, Absatz 1, 1° desselben Gesetzbuches, in seiner durch die Dekrete vom 15. Mai 2003 und 23. November 2006 abgeänderten Fassung, wird die Wortfolge "oder Darlehen für Energieeinsparungen" zwischen "durch die Erteilung von sozialen Hypothekendarlehen" und "eine erste" eingefügt.

**Art. 84** - In Artikel 183, § 1 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 15. Mai 2003 abgeänderten Fassung, wird ein Absatz 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"In Abweichung von Absatz 1 kann der Fonds zwecks der Finanzierung von Darlehen für Energieeinsparungen mit der Zustimmung der Regierung nicht von der Region verbürgte Darlehen auf dem Kapitalmarkt aufnehmen."

**Art. 85** - In Artikel 184bis, Abs. 5 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 15. Mai 2003, wird die Wortfolge "Vereinigung für Sozialwohnungen VoE" durch "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie) und wird die Wortfolge "Ministeriums der Wallonischen Region" durch "Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt.

**Art. 86** - In demselben Gesetzbuch wird die Überschrift von Titel III, Kapitel V durch Folgendes ersetzt:

"Die Gemeinden".

**Art. 87** - In Artikel 187 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird die Wortfolge "bestimmen die lokalen Behörden binnen sechs Monaten nach der Erneuerung ihrer jeweiligen Räte die Ziele und die Grundsätze der hinsichtlich der Durchführung des Rechts auf eine angemessene Wohnung zu führenden Handlungen." durch "erarbeiten die Gemeinden binnen neun Monaten nach der Erneuerung ihrer jeweiligen Räte eine Erklärung zur Wohnungspolitik, in der die Ziele und die Grundsätze der hinsichtlich der Durchführung des Rechts auf eine angemessene Wohnung zu führenden Handlungen bestimmt werden." ersetzt;

2° in § 2 wird die Wortfolge "Die lokale Behörden" durch "Die Gemeinden" und wird die Wortfolge "gleichgestellten Sozialwohnungen, Eingliederungswohnungen, Übergangs- und Durchschnittswohnungen" durch "gleichgestellten Sozialwohnungen, Eingliederungswohnungen und Übergangswohnungen" ersetzt.

**Art. 88** - In Artikel 188 desselben Gesetzbuches, in seiner durch die Dekrete vom 15. Mai 2003, 20. Juli 2005 und 1. Juni 2006 abgeänderten Fassung, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1, Absatz 1 wird der Satz "Jede Gemeinde erarbeitet ein zweijähriges Aktionsprogramm in Sachen Wohnungswesen" durch folgenden Satz ersetzt: "Auf der Grundlage der Erklärung zur Wohnungspolitik und unter Einhaltung der regionalen Leitlinien erarbeitet jede Gemeinde ein dreijähriges Aktionsprogramm in Sachen Wohnungswesen.";

2° in § 2, Absatz 1 wird die Wortfolge ", die Modalitäten, um sie zu erreichen," zwischen "die zu erreichenden Ziele" und "und die bei der Ausarbeitung des Programms zu berücksichtigenden Kriterien" eingefügt.

3° § 2, Absatz 1 wird durch folgende Satz ergänzt: "Die Gemeinde, die die Ziele nicht erreicht, und eine minimale Anzahl Wohnungen, wie sie von der Regierung aufgrund des Prozentsatzes von öffentlichen und bezuschussten Wohnungen und der Anzahl Haushalte in ihrem Gebiet bestimmt wird, nicht schafft, wird finanziell bestraft.";

4° in § 2 werden die Absätze 2, 3 und 4 durch zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ersetzt:

"Wenn ein Gemeinderat innerhalb der von der Regierung festgelegten Frist über ein Programm nicht beraten hat, wird die Gemeinde finanziell bestraft, wenn sie die von der Regierung bestimmten Ziele nicht erreicht hat.

Die Regierung bestimmt die Höhe der in Absätzen 1 und 2 genannten Strafen."

**Art. 89** - In Artikel 190 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 20. Juli 2005, wird:

1° § 3 durch das Folgende ergänzt: ", oder den für diese Maßnahme vorbehaltenen Betrag einer anderen Maßnahme oder einem anderen Vermittler zuweisen, und den Immobilienvermittler bestrafen, wenn kein von seinem Willen unabhängiges Ereignis in Betracht gezogen werden kann.";

2° § 4 wird durch Folgendes ersetzt: "Die Regierung legt die Modalitäten für die Anwendung der Paragraphen 2 und 3 sowie die einzuhaltende Frist und das zu beachtende Verfahren fest."

**Art. 90** - In Artikel 194 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch das Folgende ersetzt:

"Die Vertreter der lokalen Behörden werden innerhalb der Verwaltungsorgane der Agentur für soziale Wohnungen jeweils entsprechend den Provinzial-, den Gemeinde- und den Sozialhilferäten gemäß Artikel 167 und 168 des Wahlgesetzbuches verhältnismäßig bezeichnet. Für die Errechnung dieser Proportionalvertretung werden die individuellen freiwilligen Listenverbindungs- und Listengruppierungserklärungen berücksichtigt.";

2° er wird durch zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Wenn eine Gemeinde oder eine Provinz im Laufe der Legislaturperiode einer Agentur für soziale Wohnungen beitrifft, muss die Berechnung der Vertretung der lokalen Behörden nach den in Absätzen 1 und 2 vorgesehenen Modalitäten binnen sechs Monaten nach diesem neuen Beitritt stattfinden.

Unter den Mitgliedern des Verwaltungsrats der Agentur für soziale Wohnungen sind zwei Vertreter der Eigentümer und Mieter gemäß den von der Regierung festgesetzten Modalitäten."

**Art. 91** - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Titel IIIbis mit folgender Überschrift eingefügt: "Das Audit der lokalen Akteure des Wohnungswesens".

**Art. 92** - Es wird ein Artikel 200/1 mit folgendem Wortlaut in den durch Artikel 91 eingefügten Titel IIIbis eingefügt:

"Art. 200/1 - § 1. Es wird innerhalb der "Société wallonne du Logement", der "Société wallonne de Crédit social" und des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" jeweils ein Auditausschuss eingesetzt.

Diese Auditausschüsse werden damit beauftragt, der Direktion des Audits für das Wohnungswesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie eine Programmplanung der Audits vorzuschlagen, die jeweils bei den Wohnungsbau- und Sozialdienstleistungen öffentlichen Dienstes, den Sozialkreditschaltern oder den Einrichtungen mit sozialem Zweck durchzuführen sind, um sich der einwandfreien Durchführung ihrer Aufgaben zu vergewissern. Dieses Audit betrifft die Bereiche Organisation, Verwaltung, Technik und Finanzen und kann von der Regierung beantragt werden.

§ 2. Jeder Entwurf eines Auditberichts, der anschließend an einen Auditauftrag verfasst wird, ist Gegenstand einer Beratung im Verwaltungsrat des betroffenen Operators. Die Beratung betrifft die von dem betreffenden Operator und ggf. von dem Kommissar geäußerten Bemerkungen und die von dem betreffenden Operator zu treffenden Maßnahmen.



§ 3. Wenn der Auditauftrag eine Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes betrifft, wird der Entwurf des Auditberichts jedem der Verwalter der Gesellschaft sowie dem Kommissar und dem geschäftsführenden Direktor zugesandt.

Nach der Sitzung des Verwaltungsrats, im Laufe deren der Entwurf des Auditberichts dargestellt wurde, wird die Gesellschaft, bevor der endgültige Auditbericht verfasst wird, von der Direktion des Audits für das Wohnungswesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie angehört. Falls Absatz 4 angewandt wird, wird die Gesellschaft auf ihren Antrag hin von der Regierung angehört, bevor der endgültige Auditbericht verfasst wird.

Der bei der Gesellschaft bestimmte Kommissar kann bei der Direktion des Audits für das Wohnungswesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie die Durchführung eines Auditauftrags beantragen. Die Direktion des Audits unterbreitet diesen Antrag der Entscheidung des Auditausschusses der "Société wallonne du Logement".

Die Regierung kann der Direktion des Audits für das Wohnungswesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie die Durchführung eines Auditauftrags bei einer Gesellschaft binnen einer von der Regierung bestimmten Frist anvertrauen. Sie setzt die Gesellschaft unverzüglich davon in Kenntnis.

Der endgültige Auditbericht wird dem Auditausschuss der "Société wallonne du Logement" vorgelegt, und wird anschließend dem Verwaltungsrat der "Société wallonne du Logement" mitgeteilt.

§ 4. Wenn der Auditauftrag einen Sozialkreditschalter betrifft, wird der Entwurf des Auditberichts jedem der Verwalter des Sozialkreditschalters sowie dem Direktor zugesandt.

Nach der Sitzung des Verwaltungsrats, im Laufe deren der Entwurf des Auditberichts dargestellt wurde, wird der Sozialkreditschalter, bevor der endgültige Auditbericht verfasst wird, von der Direktion des Audits für das Wohnungswesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie angehört. Falls Absatz 3 angewandt wird, wird der Sozialkreditschalter auf seinen Antrag hin von der Regierung angehört, bevor der endgültige Auditbericht verfasst wird.

Die Regierung kann der Direktion des Audits für das Wohnungswesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie die Durchführung eines Auditauftrags bei einem Sozialkreditschalter binnen einer von der Regierung bestimmten Frist anvertrauen. Sie setzt den Sozialkreditschalter unverzüglich davon in Kenntnis.

Der endgültige Auditbericht wird dem Auditausschuss der "Société wallonne de Crédit social" vorgelegt, und wird anschließend dem Verwaltungsrat der "Société wallonne de Crédit social" mitgeteilt.

§ 5. Wenn der Auditauftrag eine Einrichtung mit sozialem Zweck betrifft, wird der Entwurf des Auditberichts jedem der Verwalter der Einrichtung sowie der für die Einrichtung verantwortlichen Person zugesandt.

Nach der Sitzung des Verwaltungsrats, im Laufe deren der Entwurf des Auditberichts dargestellt wurde, wird die Einrichtung mit sozialem Zweck, bevor der endgültige Auditbericht verfasst wird, von der Direktion des Audits für das Wohnungswesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie angehört. Falls Absatz 3 angewandt wird, wird die Einrichtung mit sozialem Zweck auf ihren Antrag hin von der Regierung angehört, bevor der endgültige Auditbericht verfasst wird.

Die Regierung kann der Direktion des Audits für das Wohnungswesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie die Durchführung eines Auditauftrags bei einer Einrichtung mit sozialem Zweck binnen einer von der Regierung bestimmten Frist anvertrauen. Sie setzt die Einrichtung sofort davon in Kenntnis.

Der endgültige Auditbericht wird dem Auditausschuss des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" vorgelegt, und wird anschließend dem Verwaltungsrat des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" mitgeteilt.

§ 6. Unbeschadet von Artikel 29 der Strafprozessordnung bildet die Verbreitung von Elementen, die in einem Auditbericht enthalten sind, oder jede sonstige Nichtbeachtung der Verpflichtungen, die sich jeder Person auferlegen, die bei der Ausübung ihres Amtes Kenntnis von einem Auditentwurf hat, eine grobe Nachlässigkeit."

**Art. 93** - In Artikel 200<sup>ter</sup> desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 30. März 2006, wird ein § 2<sup>bis</sup> mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 2<sup>bis</sup>. Der Beamte der Verwaltung, den die Regierung zu diesem Zweck bezeichnet, kann den Verwaltern der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes, die an keiner Weiterbildung im Sinne von Artikel 152<sup>quater</sup> teilgenommen, eine administrative Geldbuße auferlegen."

**Art. 94** - In Artikel 203 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 15. Mai 2003, wird die Wortfolge "an die Entwicklung der Lebenshaltungskosten" gestrichen.

**Art. 95** - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel 205<sup>bis</sup> mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 205<sup>bis</sup> - Bedienstete der Direktion des Audits der "Société wallonne du Logement" können in den Öffentlichen Dienst der Wallonie versetzt werden, nach von der Regierung festgesetzten Modalitäten und Bedingungen."

### KAPITEL III — *Aufhebende, Übergangs- und Schlussbestimmungen*

**Art. 96** - Artikel 12 des Dekrets vom 30. April 2009 zur Festlegung von Bestimmungen in Sachen Wohnungswesen und Energie wird aufgehoben.

**Art. 97** - Artikel 7 des Dekrets vom 3. April 2009 zur Abänderung des Dekrets vom 10. März 1994 über die Errichtung der Wallonischen Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen und zur Festlegung von Bestimmungen über die Gewährung der Bürgschaft der Region wird aufgehoben.

**Art. 98** - Artikel 23 des Dekrets vom 15. Mai 2003 zur Abänderung des Wallonischen Wohngesetzbuches und Artikel 174 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insoweit er darauf abzielt, Artikel 14 des Gesetzbuches zu ersetzen und die Artikel 15 bis 20 und 22 des Gesetzbuches aufzuheben, wird aufgehoben.

**Art. 99** - Artikel 14 des Dekrets vom 20. Juli 2005 zur Abänderung des Wallonischen Wohngesetzbuches, insoweit er darauf abzielt, Artikel 14 § 1, § 2, 1° und § 3 zu ersetzen, wird aufgehoben.

**Art. 100** - In Abweichung von Artikeln 152 und 176.1 des Wallonischen Wohngesetzbuches gilt die Bezeichnung der Verwalter, die die Wallonische Region bei dem Inkrafttreten vorliegenden Dekrets vertreten, für vier Jahre.

**Art. 101** - Die durch die Artikel 3, 5° und 7°, 35, 1°, 37, 41, 46, 48, 57, 1° eingeführten Abänderungen sind weder auf die Durchschnittswohnungen, die am Datum des Inkrafttretens vorliegenden Dekrets bestehen, noch auf die zu schaffenden Durchschnittswohnungen, für die der Bezuschussungsbeschluss vor dem Inkrafttreten vorliegenden Dekrets gefasst wurde, anwendbar.



**Art. 102** - Die Generaldirektoren und der beigeordnete Generaldirektor nach Artikeln 106 und 175.9 des Dekrets vom 29. Oktober 1998 zur Einführung des Wallonischen Wohngesetzbuches, die sich am Tag des Inkrafttretens vorliegenden Dekrets in einer Situation befinden, die nicht mit den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets vereinbar ist, müssen dieser Situation vor dem 31. Dezember 2012 ein Ende setzen.

**Art. 103** - Die Anzahl Verwalter innerhalb des Verwaltungsrats einer Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes, die als Privatperson Anteile besitzen, muss bei der zweiten Erneuerung dieses Verwaltungsrats auf zwei begrenzt werden.

**Art. 104** - Das vorliegende Dekret tritt an einem von der Regierung festgelegten Datum, dies spätestens am 1. Juli 2012, in Kraft, mit Ausnahme der Artikel 88 und 89, die am 1. Januar 2014 in Kraft treten.

**Art. 105** - Die Artikel 53, 79, 2°, 80 und 84 treten am 1. Juni 2014 außer Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 9. Februar 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

—————  
Note

(1) *Sitzungsperiode 2011-2012*

*Dokumente des Wallonischen Parlaments*, 517 (2011-2012). Nrn. 1, 1bis bis 14.

*Ausführliches Sitzungsprotokoll*, Plenarsitzung vom 8. Februar 2012.

Diskussion.

Abstimmung.

—————  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 804

[2012/201381]

#### 9 FEBRUARI 2012. — Decreet tot wijziging van de Waalse Huisvestingscode (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van het decreet van 29 oktober 1998 tot invoering van de Waalse Huisvestingscode*

**Artikel 1.** Het opschrift van het decreet van 29 oktober 1998 tot invoering van de Waalse Huisvestingscode wordt gewijzigd als volgt: Wetboek van de Huisvesting en het Duurzame Wonen.

**Art. 2.** Artikel 1 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de woorden "en van duurzaam wonen".

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van de Waalse Huisvestingscode*

**Art. 3.** In artikel 1 van het Waalse Huisvestingscode, gewijzigd bij de decreten van 15 mei 2003 en 20 juli 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° er wordt een 1°bis ingevoegd, luidend als volgt: "1°bis duurzaam wonen: gezonde levensplaats, dicht bij diensten en uitrustingen, die aan de materiële voorwaarden voldoet die nodig zijn voor, enerzijds, de aanpassing van een woning door de bewoner, met name in termen van toegankelijkheid en aanpassingsvermogen en, anderzijds, het beheer van de bewoningskostprijs door energie-efficiëntie en de gebruikte materialen";

2° in het tweede punt, worden de woorden "groep van gebouwen die overeenkomstig een gewestplan of een gemeentelijk plan van aanleg in een woongebied gelegen zijn en aan door de Regering gestelde dichtheidsnormen inzake woningen en bewoners voldoen" vervangen door de woorden "grondgebieden betrokken bij de ontwikkeling van de woning waarvan de omtrek door de Waalse Regering wordt bepaald";

3° in punt 7°, worden de woorden "woning die met een subsidie van het Gewest gerenoveerd of geherstructureerd is" vervangen door de woorden "woning die met een subsidie van het Gewest opgericht is";

4° in punt 8°, worden de woorden "woning die met een subsidie van het Gewest gerenoveerd of geherstructureerd is" vervangen door de woorden "woning die met een subsidie van het Gewest opgericht is";

5° in punt 9°, eerste lid, worden de woorden "of gemiddeld" ingevoegd tussen de woorden "een bescheiden" en het woord "inkomen";

6° in punt 9°, wordt het tweede lid aangevuld met de woorden "of in specifieke gevallen";

7° punt 11° wordt opgeheven;

8° er wordt een 11° *bis* ingevoegd, luidend als volgt : "11° *bis* begeleide sociale woning : sociale woning die door een gezin bedoeld in 31° *bis* wordt gebruikt;"

9° er wordt een 11° *ter* ingevoegd, luidend als volgt : " 11° *ter* sociale begeleiding : geheel van middelen die door de sociale actoren ingezet worden, om de bewoners van een woning verhuurd door een vastgoedbeheerder te helpen met het oog op hun integratie in het hedendaagse leven, op het gebruik op gepaste wijze van hun woning, op het begrip en de naleving van hun contractuele verplichtingen, op het recht op bijstand aangepast aan hun situatie en aan hun behoeften, bij bestaande diensten in de sector bijstand aan personen en sociale actie, en meer bepaald :

- wat transitwoningen betreft, hulp krijgen bij het actieve zoeken naar een andere woning binnen een termijn die verenigbaar is met hun toestand, met het rechte trekken van hun administratieve en maatschappelijke toestand, met het bijeensparen van het geld nodig voor de huurwaarborg;

- wat integratiewoningen betreft, begeleiding krijgen, waarbij de woning als een factor van stabilisatie wordt gebruikt;"

10° punt 16° wordt vervangen door wat volgt : "16° aangepaste woning : woning die, overeenkomstig de door de Regering gestelde normen, wegens de ligging van de kamers geschikt is om bewoond te worden door een gezin met een gehandicapte persoon;"

11° er wordt een 16° *bis* ingevoegd, luidend als volgt : " 16° *bis* toegankelijke woning : woning waarvan de parkings, de inritten, de deuren, de gangen, de trappenhuizen, het niveau van de lokalen en de liften aan de door de Regering bepaalde technische normen uit het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie voldoen;"

12° er wordt een 16° *ter* ingevoegd, luidend als volgt : "16° *ter* aanpasbare woning : toegankelijke woning die gemakkelijk kan worden omgebouwd tot een woning aangepast tot de specifieke behoeften van een persoon met beperkte beweeglijkheid zodat hij erin op een zelfstandige manier zich kan bewegen en alle functies ervan gebruiken, overeenkomstig de door de Regering bepaalde normen;"

13° punt 21° *bis* wordt vervangen door wat volgt : "21° *bis* bewoonbare oppervlakte : bewoonbare oppervlakte vermenigvuldigd met een verlichtingscoëfficiënt berekend overeenkomstig de door de Regering bepaalde criteria;"

14° punt 23° wordt aangevuld met de woorden ", de "Société wallonne du Crédit social" (Waalse Maatschappij voor Sociaal Krediet);

15° er wordt een 24° *bis* ingevoegd, luidend als volgt : " 24° *bis* oprichten : bouwen, renoveren of herstructureren;"

16° in punt 29°, wordt het tweede lid aangevuld met de woorden "of in specifieke gevallen";

17° in punt 30°, wordt het tweede lid aangevuld met de woorden "of in specifieke gevallen";

18° in punt 31°, wordt het tweede lid aangevuld met de woorden "of in specifieke gevallen";

19° er wordt een 31° *bis* ingevoegd, luidend als volgt : "31° *bis* begeleid gezin : gezin dat een specifieke sociale begeleiding geniet waarvan de modaliteiten door de Regering worden bepaald;"

20° er wordt een 37° ingevoegd, luidend als volgt : "37° kadaster van de woning : informatiesysteem met als doel de samenstelling en de bijwerking van gegevens betreffende de onroerende staat van de woningen beheerd door de vastgoedbeheerders, met uitsluiting van de "Société wallonne du Crédit social" (Waalse Maatschappij voor sociaal Krediet).

Op de voordracht van de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij), bepaalt de Regering de stuurorganen van het kadaster, de gevallen en voorwaarden waaronder de gegevens van het kadaster kunnen worden gebruikt alsook de voorwaarden in verband met de samenstelling en de bijwerking van dit kadaster".

**Art. 4.** In artikel 2 van dezelfde Code, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in §1, wordt het volgende lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid : "Het Gewest en de overheidsorganen nemen alle nuttige maatregelen met het oog op de ontwikkeling van het duurzame wonen door een gezonde woning na te streven, die toegankelijk is voor allen en die weinig energie gebruikt;"

2° in §1, in het tweede lid dat het derde lid wordt, worden de woorden "en sociale gemengdheid" ingevoegd tussen de woorden "samenhang in de samenleving" en de woorden "door het aanmoedigen";

3° in §3, worden de woorden "en van duurzaam wonen" ingevoegd tussen de woorden "op het vlak van huisvesting" en de woorden ", alsook wat de beroepsprocedures betreft".

**Art. 5.** In Titel II van dezelfde Code, wordt het opschrift van het eerste hoofdstuk vervangen door wat volgt : "Criteria toepasselijk op de woning".

**Art. 6.** Het opschrift van de eerste Afdeling van Hoofdstuk I van Titel II van dezelfde Code wordt gewijzigd als volgt : "Gezondheids- en overbevolkingsnormen voor woningen".

**Art. 7.** In artikel 3, tweede lid, van dezelfde Code, gewijzigd bij de decreten van 15 mei 2003, 20 juli 2005 en 3 juli 2008, wordt het zevende punt opgeheven.

**Art. 8.** In dezelfde Code, wordt een artikel 3° *bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"De Regering bepaalt de minimale overbevolkingsnormen voor woningen. Deze criteria hebben betrekking op de structuur en de afmetingen van de woning, afhankelijk van de samenstelling van het gezin dat er woont."

**Art. 9.** Artikel 4 van de Waalse Huisvestingscode wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"De Regering bepaalt de voorwaarden waaronder een woning, die één of meer tekortkomingen aan de bepaalde minimale gezondheidsnormen vertoont, als gezond wordt beschouwd."

**Art. 10.** In artikel 4° *ter* van dezelfde Code, ingevoegd bij het decreet van 3 juli 2008, worden de woorden "wordt het bewijs van de controle van de verwarmingsinstallaties vereist door de toepasselijke wetgeving opgevraagd en" ingevoegd tussen de woorden "in geval van onderzoek" en het woord "wordt".

**Art. 11.** Het opschrift van de tweede Afdeling van Hoofdstuk I van Titel II van dezelfde Code wordt vervangen door wat volgt :

"Inachtneming van de normen".

**Art. 12.** In artikel 5, eerste lid, van dezelfde Code, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de eerste zin wordt aangevuld met wat volgt : "en om het aangepast, aanpasbaar of toegankelijk karakter van de woning vast te stellen;"

2° de tweede zin wordt aangevuld met wat volgt : "met de vaststellingen en een advies over de staat van de woning overeenkomstig de begripsomschrijvingen van artikel 1, 12° tot 17°".

**Art. 13.** In artikel 7 van dezelfde Code, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het derde lid wordt aangevuld met de volgende zin : "Indien hij het bewoningsverbod oplegt en de gebruiker uit de woning zet, dient laatstgenoemde een voorstel tot herhuisvesting te worden aangeboden uiterlijk op het moment van uitzetting, volgens de procedure en binnen de perken bepaald in het 8e tot het 14e lid.";

2° het zesde lid wordt aangevuld met de volgende zin : "Indien de Regering het bewoningsverbod oplegt en de burgemeester de gebruiker uit de woning zet, dient laatstgenoemde een voorstel tot herhuisvesting te worden aangeboden uiterlijk op het moment van uitzetting, volgens de procedure en binnen de perken bepaald in het 8e tot het 14e lid.";

3° het wordt aangevuld met zeven leden, luidend als volgt :

"De burgemeester maakt een voorstel tot herhuisvesting aan de gebruiker die wordt ontzet, als één van de volgende woningen beschikbaar is :

1. transitwoning;
2. woningen die, overeenkomstig artikel 132, aan het O.C.M.W. of aan een instelling met sociale doeleinden worden verhuurd;
3. woningen die, overeenkomstig artikel 193, door een sociaal vastgoedagentschap worden beheerd;
4. woonstructuren die door erkende instellingen worden vervuld krachtens het decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen, of krachtens het decreet van 9 mei 1994 houdende de erkenning van inrichting die personen in een noodtoestand voorlopig opnemen en begeleiden en houdende toekenning van toelagen met het oog op de aankoop, de bouw, de huur, reparatie en de uitrusting van noodopvangwoningen.

Hij kan gebruik maken van een categorie woning op voorwaarde dat geen enkele woning van de voormalige categorie beschikbaar is.

Indien de burgemeester geen woning uit deze categorieën op zijn grondgebied kan bieden, brengt hij de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij) op de hoogte ervan en maakt haar een lijst over van de beheerders van deze categorieën woningen die hij geraadpleegd heeft.

Na te hebben nagegaan of de krachtens lid 8 vereiste stappen door de burgemeester zijn ondernomen, gaat de "Société wallonne du Logement", binnen een termijn van één maand, op zoek naar een beschikbare woning op het grondgebied van de provincie, door gebruik te maken van de volgende woningen :

1. transitwoning;
2. woningen die, overeenkomstig artikel 132, aan een O.C.M.W. of aan een instelling met sociale doeleinden, worden verhuurd;
3. woningen die, overeenkomstig artikel 193, door een sociaal vastgoedagentschap worden beheerd;
4. woningen uit de privé-huursector;
5. woonstructuren die door erkende instellingen worden vervuld krachtens het decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen, of krachtens het decreet van 9 mei 1994 houdende de erkenning van inrichting die personen in een noodtoestand voorlopig opnemen en begeleiden en houdende toekenning van toelagen met het oog op de aankoop, de bouw, de huur, reparatie en de uitrusting van noodopvangwoningen.

Ze kan gebruik maken van een categorie woning op voorwaarde dat geen enkel woning van de voormalige categorie beschikbaar is.

Het gebruik van een woning uit de privéhuursector wordt enkel toegelaten als het Gewestelijk herhuisvestingsfonds bedoeld in de vierde afdeling een deel van de financiering van de verhuur mogelijk maakt.

De Regering bepaalt de duur alsook de financiering van de herhuisvesting naar gelang van de middelen en behoeften van de gebruiker die wordt ontzet."

**Art. 14.** Artikel 10, tweede lid, van dezelfde Code, gewijzigd bij de decreten van 20 mei 2005 en 22 juli 2005, wordt aangevuld met een 5e lid, luidend als volgt :

"5° over het energieprestatiecertificaat van het gebouw beschikken wanneer dit certificaat door de toepasselijke wetgeving wordt vereist, alsook over het bewijs van de controle van de verwarmingsinstallaties vereist door de toepasselijke wetgeving."

**Art. 15.** In artikel 13 van dezelfde code, gewijzigd bij de decreten van 15 mei 2003 en 23 november 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt aangevuld met de woorden : "en, wanneer de vastgestelde tekortkomingen het eisen, kan de burgemeester of de Regering het bewoningsverbod opleggen.";

2° er wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt : "Indien het gemeentecollege of de Regering het bewoningsverbod oplegt en de burgemeester de gebruiker uit de woning zet, dient laatstgenoemde een voorstel tot herhuisvesting te worden aangeboden uiterlijk op het moment van uitzetting, volgens de procedure en binnen de perken bepaald in artikel 7, 8e tot het 14e lid."

**Art. 16.** In Titel II, Hoofdstuk I, van dezelfde Code, wordt een vierde afdeling ingevoegd, met als opschrift "Gewestelijk herhuisvestingsfonds".

**Art. 17.** In de vierde afdeling, ingevoegd bij artikel 16, wordt een artikel 13*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 13*bis*. Er wordt een Gewestelijk herhuisvestingsfonds opgericht waarin de opbrengst van de boetes bedoeld in artikel 190, § 3, wordt gestort.

Overeenkomstig artikel 7, derde of zesde lid, of artikel 13, derde lid, kan het Fonds worden gebruikt voor de financiering van de herhuisvesting van de gebruiker die wordt ontzet."

**Art. 18.** In dezelfde vierde afdeling, wordt een artikel 13*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 13*ter*. De door de Regering aangewezen ambtenaar van de administratie kan, overeenkomstig de in artikel 200*bis* bepaalde modaliteiten, een administratieve boete opleggen aan de verhuurder die een woning verhuurt waarvan de gebruikers door de burgemeester worden ontzet ten gevolge van een bewoningsverbod opgelegd door de burgemeester, het gemeentecollege of de Regering.

Het bedrag van de geïnde administratieve boete wordt gestort aan het Gewestelijk herhuisvestingsfonds."

**Art. 19.** In Titel II van dezelfde Code, wordt een Hoofdstuk I*bis* ingevoegd, met als opschrift "Normen inzake duurzaam wonen".

**Art. 20.** In Hoofdstuk *Ibis*, ingevoegd bij artikel 19, wordt een artikel *13quater* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *13quater*. De Regering bepaalt de normen inzake duurzaam wonen.

Deze criteria hebben betrekking op :

- 1° de toegankelijkheid;
- 2° de aanpasbaarheid;
- 3° de energieprestatie.

De niet-naleving van de normen kan niet leiden tot het opleggen van werken of tot het verbod om de woning te gebruiken, maar maakt het verkrijgen van tegemoetkomingen van het Gewest overeenkomstig de artikelen *22ter* en *22quater* mogelijk."

**Art. 21.** In artikel 14, § 2, van dezelfde Code, ingevoegd bij het decreet van 20 juli 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 2°, eerste lid, wordt *c.* vervangen door wat volgt :

"*c.* aan de huurders, die in een preciaire toestand verkeren of met een bescheiden inkomen, van een woning van en beheerd door een openbare huisvestingsmaatschappij of van een woning van het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Huisvestingsfonds voor Kroostrijke Gezinnen in Wallonië) die, op verzoek van de maatschappij of van het Fonds, een onderbewoonde woning aanvaarden te verlaten en een woning niet bedoeld in artikel 1, 7° tot 10°, huren.";

2° in het tweede punt, tweede lid, worden de woorden "De huurtegemeetkoming wordt verleend" vervangen door de woorden "Voor de punten *a.*, *b.* en *c.*, wordt de tegemoetkoming verleend";

3° er wordt een *2°bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"*2°bis* een verhuistegemoetkoming aan de huurders van een woning van een huisvestingsmaatschappij die, op verzoek van de maatschappij, een onderbewoonde woning, beheerd door die maatschappij, aanvaarden te verlaten om een woning van dezelfde maatschappij of van een andere openbare huisvestingsmaatschappij te huren, die in verhouding staat tot de gezinssamenstelling.";

4° er wordt een *2°ter* ingevoegd, luidend als volgt :

"*2°ter* een huurtegemeetkoming aan de gezinnen die een woning huren van een openbare huisvestingsmaatschappij en die een woning verlaten waarvoor een schadevergoeding voor de beëindiging van de huurovereenkomst wordt verschuldigd."

**Art. 22.** Er wordt een artikel *22bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *22bis*. Het Gewest verleent een tegemoetkoming aan de gezinnen in preciaire toestand die een woning oprichten of verbeteren, die niet ligt in een gebied zoals bepaald in artikel 44, § 2.

De Regering bepaalt de minimale voorwaarden inzake woonbaarheid en veiligheid waaraan de woning moet voldoen.

De aangewezen ambtenaren en personeelsleden van het bestuur hebben de hoedanigheid om de minimale voorwaarden te controleren en om een verslag op te maken."

**Art. 23.** In dezelfde Code, wordt een artikel *22ter* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *22ter*. Het Gewest verleent een tegemoetkoming aan de gezinnen die, in het kader van de renovatie of herstructurering van een woning die de door de Regering bepaalde minimale energieprestatie niet bereikt, werken uitvoeren om deze prestatie te verbeteren. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toekenning van de tegemoetkoming."

**Art. 24.** In dezelfde Code, wordt een artikel *22quater* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *22quater*. Het Gewest verleent een tegemoetkoming aan de gezinnen met het oog op de aanpasbaarheid of toegankelijkheid van hun woning. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toekenning van de tegemoetkoming."

**Art. 25.** In artikel 23 van dezelfde Code, gewijzigd bij het decreet van 20 april 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, wordt het vierde lid vervangen door wat volgt :

" 4° waarborgen voor honorering voor de terugbetaling van :

- hypotheekleningen die worden toegestaan door de hypotheekondernemingen bedoeld in de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet, onder de door de Regering vastgestelde voorwaarden;
- leningen die door het Fonds voor de vermindering van de globale energiekosten worden toegekend;
- energiebesparende leningen die worden toegestaan overeenkomstig de door de Regering vastgestelde voorwaarden.";

2° er wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 3. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, kan de Waalse Regering een bonificatie verlenen voor de leningen die door het Fonds voor de vermindering van de globale energiekosten worden toegekend om de rentevoet van deze leningen tot 0 % terug te brengen."

**Art. 26.** Het opschrift van de derde Afdeling van Hoofdstuk 2 van Titel II van dezelfde Code wordt vervangen door wat volgt :

"Duur van de tegemoetkomingen, voorwaarden voor de toekenning en de berekening ervan."

**Art. 27.** Artikel 24, § 1, van dezelfde Code, wordt vervangen als volgt : "De duur en de wijze van berekening van de tegemoetkomingen worden door de Regering bepaald, waarbij rekening wordt gehouden met :".

**Art. 28.** In artikel 26, eerste lid, van dezelfde Code, ingevoegd bij het decreet van 14 december 2000 en gewijzigd bij het decreet van 15 mei 2003, worden de woorden "binnen tien werkdagen" vervangen door de woorden "binnen vijftien werkdagen".

**Art. 29.** In artikel 29, § 1, eerste, tweede en derde lid, en § 3, van dezelfde Code, ingevoegd bij het decreet van 15 mei 2003, worden de woorden "of middelgrote" telkens opgeheven.

**Art. 30.** In artikel 31, § 1, van dezelfde code, gewijzigd bij de decreten van 15 mei 2003 en 20 juli 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden "die een verbeterbare woning renoveert of een gebouw herstructureert om er een transitwoning van te maken" vervangen door de woorden "die een transitwoning opricht";



2° in het tweede lid worden de woorden "gerenoveerd of geherstructureerd" vervangen door de woorden "opgericht".

**Art. 31.** In artikel 32, § 1, van dezelfde Code, gewijzigd bij de decreten van 15 mei 2003 en 20 juli 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden "die een verbeterbare woning renoveert of een gebouw herstructureert om er een integratiewoning van te maken" vervangen door de woorden "die een integratiewoning opricht";

2° in het tweede lid worden de woorden "gerenoveerd of geherstructureerd" vervangen door de woorden "opgericht".

**Art. 32.** In artikel 37, § 2, van dezelfde Code, ingevoegd bij het decreet van 15 mei 2003, worden de woorden "of van de ontvanger van de registratie van het ambtsgebied waarbinnen het onroerend goed gelegen is" vervangen door de woorden ", van de ontvanger van de registratie van het ambtsgebied waarbinnen het onroerend goed gelegen is, van een notaris, van een landmeter-vastgoedexpert opgenomen in de tabel opgesteld door de Federale Raad van landmeters-experten of van een architect ingeschreven bij de Orde der Architecten."

**Art. 33.** In Titel II, Hoofdstuk III, eerste Afdeling, onderafdeling 2, van dezelfde Code, wordt een artikel 38bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 38bis. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, kan de Waalse Regering een bonificatie verlenen voor de leningen die door het Fonds voor de vermindering van de globale energiekosten worden toegekend aan andere rechtspersonen dan de openbare huisvestingsmaatschappijen, om de rentevoet van deze leningen tot 0 % terug te brengen."

**Art. 34.** In artikel 39, eerste lid, van dezelfde Code, ingevoegd bij het decreet van 15 mei 2003, worden de woorden "binnen tien werkdagen" vervangen door de woorden "binnen vijftien werkdagen".

**Art. 35.** In artikel 44 van dezelfde code, gewijzigd bij de decreten van 15 mei 2003 en 22 juli 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden "middelgrote woningen," opgeheven;

2° in § 2, worden de woorden "bestemd is voor verplaatsbare woningen die door nomaden bewoond worden" vervangen door de woorden :

- in gebieden "Permanente bewoning" gelegen is, die door de Regering worden vastgesteld;
- in gebieden gelegen is, die door de Regering worden vastgesteld, met gebouwen die geen woningen zijn;
- "bestemd is voor verplaatsbare woningen die door nomaden bewoond worden."

**Art. 36.** Artikel 45 van dezelfde Code wordt aangevuld met een zevende punt, luidend als volgt :

"7° het herstel van een bebouwd terrein in zijn oorspronkelijke staat, hoofdzakelijk met het oog op de renovatie of de oprichting van woningen erop."

**Art. 37.** In artikel 47, 1°, van dezelfde Code, gewijzigd bij het decreet van 15 mei 2003, wordt het woord "middelgrote" opgeheven.

**Art. 38.** In artikel 51, eerste lid, van dezelfde Code, ingevoegd bij het decreet van 15 mei 2003, worden de woorden "binnen tien werkdagen" vervangen door de woorden "binnen vijftien werkdagen".

**Art. 39.** In artikel 56, § 1, van dezelfde Code, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden "die een verbeterbare woning renoveert of een gebouw herstructureert om er een transitwoning van te maken" vervangen door de woorden "die een transitwoning opricht".

2° in het tweede lid worden de woorden "gerenoveerd of geherstructureerd" vervangen door de woorden "opgericht".

**Art. 40.** In artikel 57, § 1, van dezelfde Code, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden "die een verbeterbaar gebouw renoveert of herstructureert om er een integratiewoning van te maken" vervangen door de woorden "die een integratiewoning opricht";

2° in het tweede lid worden de woorden "gerenoveerd of geherstructureerd" vervangen door de woorden "opgericht".

**Art. 41.** Artikel 58 van dezelfde Code wordt opgeheven.

**Art. 42.** In artikel 61, tweede lid, van dezelfde Code, gewijzigd bij het decreet van 15 mei 2003, wordt het punt 8° vervangen door wat volgt :

" 8° de duur van de bestemming van de woning alsook het behoud van de bestemming van de woning bij een eigendomsoverdracht."

**Art. 43.** In artikel 62, § 2, van dezelfde Code, ingevoegd bij het decreet van 15 mei 2003, worden de woorden "of van de ontvanger van de registratie van het ambtsgebied waarbinnen het onroerend goed gelegen is" vervangen door de woorden ", van de ontvanger van de registratie van het ambtsgebied waarbinnen het onroerend goed gelegen is, van een notaris, van een landmeter-vastgoedexpert opgenomen in de tabel opgesteld door de Federale Raad van landmeters-experten of van een architect ingeschreven bij de Orde der Architecten."

**Art. 44.** In Titel II, Hoofdstuk IV, eerste Afdeling, onderafdeling 2, van dezelfde Code, wordt een artikel 63bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 63bis. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, kan de Waalse Regering een bonificatie verlenen voor de leningen die door het Fonds voor de vermindering van de globale energiekosten worden toegekend aan de openbare huisvestingsmaatschappijen, om de rentevoet van deze leningen tot 0 % terug te brengen."

**Art. 45.** In artikel 64, eerste lid, van dezelfde Code, ingevoegd bij het decreet van 15 mei 2003, worden de woorden "binnen tien werkdagen" vervangen door de woorden "binnen vijftien werkdagen".

**Art. 46.** In artikel 69, § 1, eerste lid, van dezelfde Code, gewijzigd bij het decreet van 22 juli 2010, wordt het woord "middelgrote" opgeheven.

**Art. 47.** Artikel 70 van dezelfde Code wordt aangevuld met een punt 7°, luidend als volgt :

"7° het herstel van een bebouwd terrein in zijn oorspronkelijke staat, hoofdzakelijk met het oog op de renovatie of de oprichting van woningen erop."

**Art. 48.** In artikel 72, 1°, van dezelfde Code wordt het woord "middelgrote" opgeheven.

**Art. 49.** In artikel 76, eerste lid, van dezelfde Code, ingevoegd bij het decreet van 15 mei 2003, worden de woorden "binnen tien werkdagen" vervangen door de woorden "binnen vijftien werkdagen".

**Art. 50.** In dezelfde Code, wordt het opschrift van Hoofdstuk V van Titel II vervangen door wat volgt :  
"Hoofdstuk V. Specifieke bepalingen betreffende woonkernen en sommige specifieke gebieden."

**Art. 51.** Artikel 79 van dezelfde Code wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 79. - § 1. De in deze Code bedoelde specifieke tegemoetkomingen worden door de Regering toegekend of aangepast ten gunste van :

1° woonkernen zoals bepaald in artikel 1, 2°;

2° omtrekken bedoeld in het algemeen reglement op gebouwen dat van toepassing is in de beschermingsgebieden van sommige gemeenten inzake stedenbouw;

3° door haar afgebakende gebieden, te onderscheiden in twee soorten :

a. gebieden met hoge vastgoeddruk, namelijk de gemeenten waar de gemiddelde prijs van de gewone woonhuizen hoger is, naar rato van een door de Regering te bepalen percentage, dan de gemiddelde prijs van dezelfde huizen berekend op het gewestelijk grondgebied;

b. te revitaliseren woongebieden, namelijk de gewestelijke grondgebieden die voldoen aan de criteria van de vrije stadsgebieden bepaald bij littera a) of littera b) van artikel 38, § 3, van het programmadecreet van 23 februari 2006 betreffende de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië of aan de criteria bedoeld door de Regering inzake dichtheid en woonkwaliteit."

**Art. 52.** In artikel 88 van dezelfde Code, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, 4°, wordt opgeheven;

2° § 1 wordt aangevuld met de punten 8° en 9°, luidend als volgt :

"8° voor de uitvoering en het bijhouden van het kadaster van de woningen zorgen, die door openbare huisvestingsmaatschappijen worden beheerd, zoals bepaald in artikel 1, 37°, volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten;

9° de certificering van de energieprestatie uitvoeren van de gebouwen die door openbare huisvestingsmaatschappijen worden beheerd, wanneer deze certificering door de toepasselijke wetgeving wordt vereist;"

3° § 2 wordt aangevuld met het punt 7°, luidend als volgt :

"7° zorgen voor het aanbod van een voorstel tot herhuisvesting aan elke persoon die wordt ontzet ten gevolge van een bewoningsverbod opgelegd door de burgemeester of door de Regering, volgens de procedure en binnen de perken bepaald in artikel 7, 8e tot 14e lid."

**Art. 53.** In artikel 96, van dezelfde Code, gewijzigd bij het decreet van 5 mei 2003, wordt het eerste lid vervangen als volgt : "De Regering machtigt de "Société" om onder de door haar bepaalde voorwaarden leningen uit te schrijven, aan te gaan of te beheren, die door het Gewest kunnen worden gewaarborgd".

**Art. 54.** In artikel 106 van dezelfde code, gewijzigd bij de decreten van 15 mei 2003 en 23 november 2006, worden de woorden "leden van een gemeentecollege, van" ingevoegd tussen de woorden "met de ambten van" en de woorden "bestuurder van de "Société"".

**Art. 55.** In artikel 107.2, vijfde lid, van dezelfde Code, ingevoegd bij het decreet van 15 mei 2003, worden de woorden "één vertegenwoordiger van de VZW "Association du Logement social"," opgeheven.

**Art. 56.** In artikel 113, 2°, van dezelfde Code, gewijzigd bij de decreten van 15 mei 2003, 20 juli 2005 en 30 april 2009, worden de woorden "de Afdeling Thesaurie van het Secretariaat-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest" vervangen door de woorden "het Departement Thesaurie van het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologieën van de Waalse Overheidsdienst".

**Art. 57.** In artikel 131 van dezelfde code, gewijzigd bij de decreten van 15 mei 2003 en 20 juli 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1°, worden de woorden "of aanpasbare" ingevoegd tussen het woord "aangepaste" en de woorden "integratie- en transitwoningen" en het woord "middelgrote" wordt opgeheven;

2° in 2°bis, worden de woorden "met inbegrip van het ontwerp, de bouw en de opvolging van vastgoedprojecten" ingevoegd tussen de woorden "Elke vastgoedverrichting" en de woorden "elke verrichting inzake beheer";

3° de punten 1°bis, 8°bis, 10°bis en 10ter worden ingevoegd, luidend als volgt :

"1°bis het onthaal van de huurders bij hun intrek in een sociale, aangepaste of aanpasbare woning, integratie- of transitwoning, volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten;"

"8°bis het ontwerp, de bouw en de opvolging van vastgoedprojecten tot gehele of gedeeltelijke oprichting van de woning, voor andere openbare actoren;"

"10°bis voor de uitvoering en het bijhouden van het kadaster van de woningen zorgen, dat door openbare huisvestingsmaatschappijen wordt beheerd, zoals bepaald in artikel 1, 37°, volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten;"

10ter de informatie van de leden van het adviescomité voor huurders en eigenaars, nodig voor de uitoefening van haar bevoegdheden."

**Art. 58.** In dezelfde Code, wordt een artikel 131bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 131bis. De maatschappij moet overgaan tot de aanwerving van een sociale referent belast met het voorzien in een verbinding met de plaatselijke sociale actoren om een sociale begeleiding te bieden aan de huurders van sociale, aangepaste of aanpasbare woningen, integratie- en transitwoningen, en dient ervoor te zorgen dat de begeleiding van de personen die verhuizen tussen de huisvestingsmogelijkheden en de begeleide sociale woning wordt georganiseerd.

De Regering bepaalt de aanwervingsvoorwaarden van de sociale referent alsook de modaliteiten voor de netwerking van de sociale begeleiding.

De Regering subsidieert de bezoldiging van de sociale referent onder de voorwaarden die ze bepaalt."

**Art. 59.** In artikel 132, eerste lid, van dezelfde Code, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2005, worden de woorden "dat sociale hulp geniet" vervangen door de woorden "in een precare toestand".

**Art. 60.** In artikel 133 van dezelfde Code, wordt § 2 vervangen door wat volgt :

"§ 2. De maatschappij kan overeenkomsten aangaan met andere openbare huisvestingsmaatschappijen, een openbare overheid of sociale instellingen, i.v.m. de verwezenlijking van haar maatschappelijke doel, waarvan overeenkomsten voor de invoering van dienstcentra en arbeidsregieën. De Regering bepaalt de duur van deze overeenkomsten, de omvang van de uitgevoerde opdrachten alsook de modaliteiten van de arbeidsovereenkomsten."

**Art. 61.** In artikel 138, § 1, van dezelfde Code, gewijzigd bij de decreten van 15 mei 2003 en 23 november 2006, wordt het eerste lid vervangen door wat volgt :

“Behoudens in de door de Regering bepaalde gevallen, mag het Gewest slechts op een vierde van het kapitaal van een maatschappij intekenen.”

**Art. 62.** In artikel 146, tweede lid, van dezelfde Code, gewijzigd bij het decreet van 15 mei 2003, worden de woorden :

“Bij overlijden of ontslag van de Commissaris wordt het Gewest tot en met de aanwijzing van een nieuwe commissaris door de Regering vertegenwoordigd door de, door de Regering aangewezen bestuurder als bedoeld in artikel 148, eerste lid. Dat geldt ook bij afwezigheid van de commissaris indien verantwoord door een geval van overmacht, met instemming van de “Société wallonne du Logement” en met een schriftelijke volmacht die door de commissaris aan bovenbedoelde bestuurder is toegekend” vervangen door de woorden :

“Bij overlijden of ontslag van de Commissaris wordt het Gewest tot en met de aanwijzing van een nieuwe commissaris door de Regering vertegenwoordigd, door een door de Regering aangewezen Commissaris in een andere maatschappij. Dat geldt ook bij afwezigheid verantwoord door een geval van overmacht, met instemming van de “Société wallonne du Logement” en met een schriftelijke volmacht die door de Commissaris van de betrokken maatschappij aan de Commissaris die hem vervangt, wordt toegekend.”

**Art. 63.** In artikel 148, § 1, van dezelfde Code, ingevoegd bij het decreet van 30 maart 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door wat volgt :

“De raad van bestuur bestaat uit een door de Regering aangewezen bestuurder die het Waalse Gewest vertegenwoordigt, uit bestuurders aangewezen door de algemene vergadering van de maatschappij en uit twee bestuurders die het adviescomité van de huurders en eigenaars vertegenwoordigen, indien laatstgenoemde is samengesteld. Onder de bestuurders aangewezen door de algemene vergadering, kunnen twee ervan aandelen houden voor eigen rekening.”;

2° er worden twee leden ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid, luidend als volgt :

“Wanneer de intekening van het Gewest, in de door de Regering bepaalde gevallen overeenkomstig artikel 138, § 1, eerste lid, op het kapitaal van de maatschappij een vierde overschrijdt, bestaat de raad van bestuur uit twee bestuurders die het Waalse Gewest vertegenwoordigen.

De leden van de raad van bestuur, die het adviescomité voor huurders en eigenaars vertegenwoordigen, worden door de Regering benoemd op basis van een lijst van kandidaten voorgedragen door het adviescomité voor huurders en eigenaars binnen een termijn van drie maanden te rekenen van haar samenstelling. De duur van hun mandaat is gelijk aan de duur van het mandaat van de leden van het adviescomité van huurders en eigenaars, vermeerderd met drie maanden.”;

3° in het tweede lid dat lid 4, 1°, wordt, wordt het woord “eerste” ingevoegd tussen de woorden “in het jaar van zijn” en het woord “aanstelling”;

4° in het derde lid dat het vijfde lid wordt, wordt het woord “negentien” vervangen door de woorden “twintig, eenentwintig in de door de Regering bepaalde gevallen overeenkomstig artikel 138, § 1, eerste lid.”;

5° het vierde lid wordt opgeheven;

6° in het vijfde lid, dat het zesde lid wordt, worden de woorden “In dat verband kan de Regering” vervangen door de woorden “De Regering kan,”

7° het zevende lid, dat het achtste lid wordt, wordt vervangen door wat volgt : “De vertegenwoordigers van de plaatselijke besturen worden respectievelijk aangewezen met inachtneming van de regels van de evenredige vertegenwoordiging van de provincieraden, van de gemeenteraden en van de raden voor sociale hulp, overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek alsook krachtens de statuten van de maatschappij.”;

8° er wordt een elfde lid ingevoegd, luidend als volgt : “ Elke democratische politieke fractie die binnen een van de verenigde gemeenten over minstens één verkozen beschikt en van minstens één verkozen in het Waalse Parlement en die niet wordt vertegenwoordigd overeenkomstig het kiessysteem van evenredige vertegenwoordiging bedoeld in deze paragraaf, heeft recht op een zetel. Met deze bijkomende zetel is de aldus aangewezen bestuurder, in ieder geval, stemgerechtigd. In dit geval, is de beperking van het maximum aantal bestuurders bedoeld in deze paragraaf niet van toepassing.”

**Art. 64.** In artikel 148, § 4, van dezelfde Code, ingevoegd bij het decreet van 30 maart 2006, worden de woorden “artikel 148, § 1, lid 2, 1<sup>o</sup>” vervangen door de woorden “artikel 148, § 1, lid 4, 1<sup>o</sup>”.

**Art. 65.** In artikel 149, § 1<sup>o</sup>, van dezelfde Code, wordt het eerste lid aangevuld met de volgende zin :

“ Dit verbod is niet van toepassing op het collectief belang dat uit de hoedanigheid van bewoner van een woning van een maatschappij voortvloeit, wat de deelneming aan de beraadslaging helemaal niet verhindert.”

**Art. 66.** In artikel 150, derde lid, van dezelfde Code, ingevoegd bij het decreet van 30 maart 2006 en gewijzigd bij het decreet van 23 november 2006, wordt de zin “Het toewijzingscomité kan bestaan uit door de raad van bestuur aangewezen leden die niet deel uitmaken van laatstgenoemde.” Vervangen door “Het toewijzingscomité bestaat eveneens uit twee maatschappelijke werkers uit openbare besturen of verenigingen. Deze maatschappelijke werkers kunnen geen aangesloten besturen en verenigingen vertegenwoordigen. Het kan ook bestaan uit door de Raad van bestuur aangewezen andere leden die niet deel uitmaken van laatstgenoemde.”.

**Art. 67.** In artikel 152 van dezelfde Code, gewijzigd bij het decreet van 30 maart 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een § 1bis ingevoegd, luidend als volgt :

“§ 1bis. Het mandaat van de gewestelijke bestuurders wordt beperkt tot een verlengbare periode van vijf jaar.”;

2° in § 2, worden de woorden “de bestuurder” vervangen door de woorden “de bestuurder(s)” en worden de woorden “artikel 148, § 1, lid 2, 1<sup>o</sup>” vervangen door de woorden “artikel 148, § 1, lid 4, 1<sup>o</sup>”.

**Art. 68.** Artikel 152<sup>quater</sup> van dezelfde Code, ingevoegd bij het decreet van 30 maart 2006 en gewijzigd bij het decreet van 23 november 2006, wordt vervangen door wat volgt :

“Binnen de zes maanden volgend op de hernieuwing van de raden van bestuur van de maatschappijen, houdt de “Société” een opleidingscyclus voor de bestuurders waarvan de inhoud door de Regering, op voorstel van de “Société”, wordt vastgesteld.

De bestuurders moeten jaarlijks het bewijs leveren van een permanente opleiding in de vakken die nuttig zijn voor de uitoefening van hun ambt. Op voorstel van de "Société", bepaalt de Regering de modaliteiten betreffende deze permanente opleiding.

Binnen de zes maanden volgend op de hernieuwing van hun raad van bestuur, lichten de maatschappijen de bestuurders in over de maatschappij, diens geldelijke toestand, woningenbestand, de programma's van de aan de gang zijnde werkzaamheden en renovaties en elk ander gegeven dat nuttig is voor een goede kennis van het bestand van de openbare huisvestingsmaatschappij."

**Art. 69.** In artikel 154 wordt een lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid, luidend als volgt :

"De leden van het adviescomité van huurders en eigenaars mogen geen bloed- of aanverwanten tot en met de tweede graad zijn, noch door het huwelijk verbonden of wettelijk samenwonenden zijn. Het huwelijk of het wettelijk samenwonen dat later tot stand komt tussen leden van een adviescomité van huurders en eigenaars van bestuur houdt van rechtswege de beëindiging van het mandaat van het jongste lid in."

**Art. 70.** In artikel 156 van dezelfde Code, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door wat volgt :

"Zodra het wordt opgericht, moet het adviescomité van huurders en eigenaars een programma vaststellen van de acties die het gaat ondernemen. Dit programma wordt gestuurd aan de maatschappij. Met het oog op de verwezenlijking van deze acties, is het betrokken bij het beheer en de activiteiten van de buurtregie, overeenkomstig de door de Regering vastgestelde bepalingen. Het stelt de huurders en eigenaars in kennis van zijn activiteiten en van de adviezen die hij uitbrengt."

2° er wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Het adviescomité van huurders en eigenaars wordt in kennis gesteld van de intrek van nieuwe huurders in de sociale, aangepaste of aanpasbare woning, integratie- of transitwoning, met het oog op hun opvang volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten."

**Art. 71.** Artikel 157 van dezelfde Code wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 157. De maatschappij voorziet in de werkingskosten van het adviescomité van huurders en eigenaars binnen de door de Regering bepaalde perken, op voorstel van de "Société wallonne du Logement."

**Art. 72.** In dezelfde Code, wordt een artikel 158<sup>quater</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 158<sup>quater</sup>. Elke directeur-beheerder moet jaarlijks het bewijs leveren van een permanente opleiding in de vakken die nuttig zijn voor de uitoefening van zijn ambt. De Regering bepaalt de modaliteiten betreffende deze permanente opleiding en de door de "Société wallonne du Logement" controle ervan."

**Art. 73.** In dezelfde Code, in de zevende onderafdeling, wordt een artikel 158<sup>quinquies</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 158<sup>quinquies</sup>. De sociale referent bedoeld in artikel 1, 11<sup>o</sup>ter, moet een permanente opleiding volgen waarvan het behoud en de modaliteiten door de Regering worden vastgesteld, op voorstel van de "Société wallonne du Logement". De "Société wallonne du Logement" is belast met de coördinatie van de samenvoegingen van de ervaringen van de sociale referenten."

**Art. 74.** Artikel 164 van dezelfde Code, gewijzigd bij het decreet van 15 mei 2003, wordt vervangen als volgt :

"Art. 164. § 1. De beslissingen m.b.t. de uitvoeringsvoorwaarden betreffende overheidsopdrachten voor aanneming van leveringen en diensten waarvan het bedrag hoger is dan het bedrag dat is vastgesteld overeenkomstig artikel 17, § 2, 2<sup>o</sup>, a, van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, worden onderworpen aan de goedkeuring van de "Société wallonne du Logement" (Waalse huisvestingsmaatschappij).

Elke beslissing van de maatschappij betreffende de toekenning van de bovenbedoelde opdracht kan door de "Société wallonne du Logement" opgeschort of vernietigd worden.

De "Société wallonne du Logement" neemt haar beslissing binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing en de bewijsstukken. Bij gebrek aan beslissing door de Maatschappij binnen de gestelde termijn, is de beslissing uitvoerbaar.

§ 2. Elke beslissing van de maatschappij m.b.t. de toekenning van overheidsopdrachten voor aanneming van leveringen en diensten waarvan het bedrag gelijk is aan of lager is dan het bedrag dat is vastgesteld overeenkomstig artikel 17, § 2, 2<sup>o</sup>, a, van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, kan door de "Société wallonne du Logement" worden opgeschort of vernietigd.

Indien de Maatschappij binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing en de bewijsstukken geen beslissing heeft getroffen, is de beslissing uitvoerbaar.

§ 3. De beslissingen m.b.t. de uitvoeringsvoorwaarden van de overheidsopdrachten van werken waarvan het bedrag hoger is dan het bedrag dat is vastgesteld overeenkomstig artikel 17, § 2, 2<sup>o</sup>, a, van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, worden onderworpen aan de goedkeuring van de "Société wallonne du Logement".

Elke beslissing van de maatschappij betreffende de toekenning van de bovenbedoelde opdracht kan door de "Société wallonne du Logement" opgeschort of vernietigd worden.

De "Société wallonne du Logement" neemt haar beslissing binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing en de bewijsstukken. Bij gebrek aan beslissing door de Maatschappij binnen de gestelde termijn, is de beslissing uitvoerbaar.

§ 4. Elke beslissing m.b.t. de toekenning van overheidsopdrachten van werken waarvan het bedrag gelijk is aan of lager is dan het bedrag dat is vastgesteld overeenkomstig artikel 17, § 2, 2<sup>o</sup>, a, van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, kan door de "Société wallonne du Logement" worden opgeschort of vernietigd.

Indien de Maatschappij binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing en de bewijsstukken geen beslissing heeft getroffen, is de beslissing uitvoerbaar.

§ 5. De termijnen bedoeld in § 1, tweede lid, § 2, derde lid, § 3, derde lid, en § 4, tweede lid, worden tijdens de maanden juli, augustus en december met vijftien dagen verlengd. De « Société wallonne du Logement » kan deze termijnen met vijftien dagen verlengen overeenkomstig de door de Regering vastgestelde voorwaarden.



§ 6. Voor de werken bedoeld in de artikelen 55 tot 59bis van deze Code, wordt het stedenbouwkundig en architectonisch voorontwerp betreffende de opzet van de in de toekomst opgerichte, gerenoveerde, geherstructureerde en gevestigde woningen, gebouwen en voorzieningen door de maatschappij ter goedkeuring voorgelegd onder de door de Regering vastgestelde voorwaarden.

Indien de Maatschappij binnen dertig dagen na ontvangst van de handeling en de bewijsstukken geen beslissing heeft getroffen, is de beslissing uitvoerbaar.

§ 7. Bij gemotiveerde beslissing, en in functie van de omvang van de opdracht en het resultaat van de audit uitgevoerd binnen de maatschappij, kan de Raad van bestuur van de "Société wallonne du Logement" de beslissingen van de maatschappij m.b.t. de keuze van de gunningwijze, de vastlegging van de voorwaarden en de toekenning van de opdrachten aan bijkomende adviezen voorleggen, onder de door de Regering vastgestelde voorwaarden."

**Art. 75.** In artikel 165bis, § 3, van dezelfde Code, ingevoegd bij het decreet van 30 maart 2006, worden de woorden "De maatschappij wordt al naar gelang gehoord door" vervangen door de woorden "Op haar aanvraag wordt de maatschappij al naar gelang gehoord door".

**Art. 76.** Artikel 165bis van dezelfde Code, ingevoegd bij het decreet van 30 maart 2006, wordt opgeheven.

**Art. 77.** In artikel 168, §§ 1 en 2, van dezelfde Code, ingevoegd bij het decreet van 23 november 2006, worden de woorden "vier volle dagen" vervangen door de woorden "vier werkdagen".

**Art. 78.** In artikel 174bis van dezelfde Code, ingevoegd bij het decreet van 30 maart 2006, wordt het volgende lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid :

"Het is ook belast met de opvolging van het beheersplan, zoals voorzien in artikel 170, in de maatschappijen waarin het Gewest meer dan een kwart van het kapitaal bezit."

**Art. 79.** In artikel 175.2 van dezelfde Code, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt een 3°bis ingevoegd, luidend als volgt :

"3°bis opdrachten van vastgoedbeheerder vervullen";

2° in § 3, 1°, wordt een vierde lid ingevoegd, luidend als volgt :

"In afwijking van het eerste lid kan de Maatschappij, mits toestemming van de Regering, leningen aangaan op de kapitaalmarkten die niet gedekt zijn door het Gewest met het oog op de financiering van energiebesparende leningen."

**Art. 80.** In artikel 175.3, eerste lid, 3°, van dezelfde Code, wordt het woord "mogelijke" ingevoegd tussen de woorden "de leningen onder de" en de woorden "waarborg van het Waalse Gewest".

**Art. 81.** In artikel 175.9, § 2, van dezelfde Code, worden de woorden "leden van een gemeentecollege, van" ingevoegd tussen de woorden "met de ambten van" en de woorden "bestuurder van de "Société".

**Art. 82.** In artikel 176.1, van dezelfde Code, wordt § 4 aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"Het mandaat van de gewestelijke bestuurders wordt beperkt tot een hernieuwbare periode van vijf jaar".

**Art. 83.** In artikel 179, van dezelfde Code, gewijzigd bij de decreten van 15 mei 2003 en 23 november 2006, worden in het eerste lid, 1°, de woorden "of energiebesparende leningen" ingevoegd tussen de woorden "de middelen" en het woord "bezorgen";

**Art. 84.** In artikel 183, § 1, van dezelfde Code, gewijzigd bij het decreet van 15 mei 2003, wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

"In afwijking van het eerste lid kan het Fonds, mits toestemming van de Regering, leningen aangaan op de kapitaalmarkten die niet gedekt zijn door het Gewest met het oog op de financiering van energiebesparende leningen."

**Art. 85.** In artikel 184bis, vijfde lid, van dezelfde Code, ingevoegd bij het decreet van 15 mei 2003, worden de woorden "VZW Association du Logement social" vervangen door de woorden "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van de Waalse Steden en Gemeenten)" en worden de woorden "Ministerie van het Waalse Gewest" vervangen door de woorden "de Waalse Overheidsdienst".

**Art. 86.** In dezelfde Code, wordt het opschrift van Hoofdstuk V van Titel III vervangen als volgt :

"Gemeenten".

**Art. 87.** In artikel 187 van dezelfde Code, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, worden de woorden "worden de doelstellingen en de beginselen van de beleidsdaden die moeten worden uitgevoerd om het recht op menswaardig wonen aan te wenden, door de plaatselijke besturen bepaald binnen zes maanden na de vernieuwing van hun respectievelijke raden" vervangen door de woorden "worden de doelstellingen en de beginselen van de beleidsdaden die moeten worden uitgevoerd om het recht op menswaardig wonen aan te wenden, door de gemeenten via een verklaring van huisvestingsbeleid opgesteld binnen negen maanden na de vernieuwing van hun respectievelijke raden.";

2° in § 2 worden de woorden "De plaatselijke besturen" vervangen door de woorden "De gemeenten" en worden de woorden "gelijkgestelde, integratie-, transit- en middelgrote sociale woningen" vervangen door de woorden "gelijkgestelde, integratie- en transit- sociale woningen".

**Art. 88.** In artikel 188 van dezelfde Code, gewijzigd bij de decreten van 15 mei 2003, 20 juli 2005 en 1 juni 2006 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, wordt de zin "Door elke gemeente wordt een voor (twee jaar) geldend actieprogramma inzake huisvesting uitgewerkt." vervangen door de zin "Op basis van de verklaring van huisvestingsbeleid en met inachtneming van de gewestelijke beleidsopties wordt door elke gemeente een voor (drie jaar) geldend actieprogramma inzake huisvesting uitgewerkt.";

2° in § 2, eerste lid, worden de woorden "de modaliteiten om ze te bereiken" ingevoegd tussen de woorden "De te bereiken doelstellingen en" en de woorden "en de criteria";

3° § 2, eerste lid, wordt aangevuld met de volgende zin : "De gemeente die de doelstellingen niet bereikt en geen minimum aantal woningen opricht zoals vastgelegd door de Regering in functie van het percentage openbare en gesubsidieerde woningen en het aantal gezinnen aanwezig op haar grondgebied, wordt financieel gestraft.";

4° in § 2 worden de leden 2, 3 en 4 vervangen door twee leden, luidend als volgt :

"Indien een gemeenteraad niet beraadslaagt over een programma binnen een door de Regering vastgestelde termijn, wordt de gemeente financieel gestraft indien ze de door de Regering vastgelegde doelstellingen niet heeft bereikt.

De Regering bepaalt het bedrag van de straffen bedoeld in het eerste en het tweede lid."

**Art. 89.** In artikel 190 van dezelfde Code, ingevoegd bij het decreet van 20 juli 2005 :

1° wordt § 3 aangevuld als volgt : "of het voor die handeling bestemde bedrag aan een andere handeling of een andere beheerder besteden en de beheerder straffen indien geen enkele gebeurtenis buiten zijn wil in overweging genomen kan worden.;"

2° § 4 wordt aangevuld met de woorden "alsook de in acht te nemen termijn en procedure."

**Art. 89.** In artikel 190 van dezelfde Code, ingevoegd bij het decreet van 20 juli 2005 :

1° wordt § 3 aangevuld als volgt : "of het voor die handeling voorbehouden bedrag voor een andere handeling of een andere vastgoedbeheerder bestemmen en de vastgoedbeheerder bestraffen indien geen evenement onafhankelijk van zijn wil in aanmerking kan worden genomen.;"

2° § 4 wordt aangevuld met de woorden "en de na te leven termijn en procedure."

**Art. 90.** In artikel 194 van dezelfde Code worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

"De vertegenwoordigers van de plaatselijke besturen worden respectievelijk aangewezen binnen de beheersorganen van het sociale vastgoedagentschap met inachtneming van de regels van de evenredige vertegenwoordiging van de provincieraden, van de gemeenteraden en van de raden voor maatschappelijk welzijn, overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek. Bij de berekening van die evenredige vertegenwoordiging wordt rekening gehouden met de facultatieve individuele aangiften van aanverwantschap of hergroepering.;"

2° hetzelfde lid wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

"Wanneer een gemeente of een provincie tijdens de legislatuur lid wordt van het sociale vastgoedagentschap moet de berekening van de vertegenwoordiging van de plaatselijke besturen volgens de in het eerste en het tweede lid bedoelde modaliteiten uitgevoerd worden binnen zes maanden na deze nieuwe toetreding.

De Raad van bestuur van het sociale vastgoedagentschap omvat twee vertegenwoordigers van de eigenaars en huurders die volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten aangewezen worden."

**Art. 91.** In dezelfde Code, wordt een artikel Titel IIIbis ingevoegd, luidend als volgt : "Audit van de verschillende actoren van het huisvestingsbeleid".

**Art. 92.** In Titel IIIbis, ingevoegd bij artikel 91, wordt een artikel 200/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 200/1. - § 1. Er wordt binnen de "Société wallonne du Logement", binnen de "Société Wallonne de Crédit social" en binnen het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" respectievelijk een auditcomité opgericht.

Die auditcomités worden ermee belast een programmering van de audits die respectievelijk binnen de openbare huisvestingsmaatschappijen, de sociaal kredietloketten of de sociale instellingen uitgevoerd moeten worden, aan de Directie Audit van de Waalse Overheidsdienst voor te stellen om zich te vergewissen van de goede uitvoering van hun opdrachten. Dit audit slaat op de organisatorische, administratieve, technische en financiële aspecten en kan door de Regering aangevraagd worden.

§ 2. Over elk ontwerp van auditverslag dat ten gevolge van een auditopdracht opgemaakt is, wordt in de raad van bestuur van de betrokken vastgoedbeheerder beraadslaagd. De beraadslaging heeft betrekking op de opmerkingen uitgebracht door de betrokken vastgoedbeheerder en in voorkomend geval door de commissaris en op de door de betrokken vastgoedbeheerder te treffen maatregelen.

§ 3. Wanneer de auditopdracht een openbare huisvestingsmaatschappij betreft, wordt het ontwerp van auditverslag aan elke bestuurder van de maatschappij alsmede aan de commissaris en de directeur-zaakvoerder gezonden.

Na de raad van bestuur tijdens welke het ontwerp van auditverslag is voorgedragen, wordt de maatschappij door de Directie Audit van de Waalse Overheidsdienst gehoord voor de opmaking van het eindauditverslag. In geval van toepassing van het vierde lid wordt de maatschappij op eigen verzoek door de Regering gehoord voor de opmaking van het eindauditverslag.

De bij die maatschappij aangewezen commissaris kan de Directie Audit van de Waalse Overheidsdienst erom verzoeken een auditopdracht uit te voeren. De Directie Audit zal die aanvraag voor beslissing voorleggen aan het Auditcomité van de "Société wallonne du Logement".

De Regering kan de Directie Audit van de Waalse Overheidsdienst belasten met de uitvoering van een auditopdracht voor een maatschappij binnen een door haar bepaalde termijn. Daar licht zij de maatschappij onmiddellijk over in.

Het eindauditverslag wordt aan het Auditcomité van de "Société wallonne du Logement" voorgedragen en daarna overgemaakt aan de raad van bestuur van de "Société wallonne du Logement".

§ 4. Wanneer de auditopdracht een sociaal kredietloket betreft, wordt het ontwerp van auditverslag aan elke bestuurder van het loket alsmede aan de directeur gezonden.

Na de raad van bestuur tijdens welke het ontwerp van auditverslag is voorgedragen, wordt het loket door de Directie Audit van de Waalse Overheidsdienst gehoord voor de opmaking van het eindauditverslag. In geval van toepassing van het derde lid wordt het loket op eigen verzoek door de Regering gehoord voor de opmaking van het eindauditverslag.

De Regering kan de Directie Audit van de Waalse Overheidsdienst belasten met de uitvoering van een auditopdracht voor een loket binnen een door haar bepaalde termijn. Daar licht zij het loket onmiddellijk over in.

Het eindauditverslag wordt aan het Auditcomité van de "Société wallonne de Crédit social" voorgedragen en daarna overgemaakt aan de raad van bestuur van de "Société wallonne de Crédit social".

§ 5. Wanneer de auditopdracht een sociale instelling betreft, wordt het ontwerp van auditverslag aan elke bestuurder van de instelling alsmede aan de verantwoordelijke gezonden.

Na de raad van bestuur tijdens welke het ontwerp van auditverslag is voorgedragen, wordt de sociale instelling door de Directie Audit van de Waalse Overheidsdienst gehoord voor de opmaking van het eindauditverslag. In geval van toepassing van het derde lid wordt de sociale instelling op eigen verzoek door de Regering gehoord voor de opmaking van het eindauditverslag.

De Regering kan de Directie Audit van de Waalse Overheidsdienst belasten met de uitvoering van een auditopdracht voor een sociale instelling binnen een door haar bepaalde termijn. Daar licht ze de instelling onmiddellijk over in.

Het eindauditverslag wordt aan het Auditcomité van het "Fonds du Logement des Familles Nombreuses de Wallonie" voorgedragen en daarna overgemaakt aan de raad van bestuur van het "Fonds du Logement des Familles Nombreuses de Wallonie".

§ 6. Onverminderd artikel 29 van het Wetboek van strafvordering maakt de verspreiding van gegevens vermeld in een ontwerp van audit of elke andere niet-nakoming van de verplichtingen waarmee elke persoon die in de uitoefening van haar opdrachten kennis heeft van een ontwerp van audit, belast is, een grove nalatigheid uit."

**Art. 93.** In artikel 200ter van dezelfde Code, ingevoegd bij het decreet van 30 maart 2006, wordt een § 2bis ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 2bis. De bestuursambtenaar, die de Regering daartoe aanwijst, kan een administratieve boete opleggen aan de bestuurders van de openbare huisvestingsmaatschappijen die niet kunnen bewijzen van een onafgebroken vorming zoals bedoeld in artikel 152quater."

**Art. 94.** In artikel 203 van dezelfde Code, ingevoegd bij het decreet van 15 mei 2003, worden de woorden "aan de ontwikkeling van de levensduurte" opgeheven.

**Art. 95.** In dezelfde Code, wordt een artikel 205bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 205bis. Personeelsleden van de Directie Audit van de "Société wallonne du Logement" kunnen binnen de Waalse Overheidsdienst overgedragen worden volgens de modaliteiten en onder de voorwaarden bepaald door de Regering."

#### HOOFDSTUK III. — *Opheffing, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 96.** Artikel 12 van het decreet van 30 april 2009 houdende bepalingen inzake huisvesting en energie wordt opgeheven.

**Art. 97.** Artikel 7 van het decreet van 3 april 2009 houdende wijziging van het decreet van 10 maart 1994 betreffende de oprichting van de "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures" (Waalse Maatschappij voor de Aanvullende Financiering van de Infrastructures) en houdende bepalingen betreffende de toekenning van de waarborg van het Gewest wordt opgeheven.

**Art. 98.** Artikel 23 van het decreet van 15 mei 2003 tot wijziging van de Waalse Huisvestingscode en van artikel 174 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium treedt in werking op 15 april 20 voor zover het ertoe strekt artikel 14 van de Waalse Huisvestingscode te vervangen en de artikelen 15 tot 20 en 22 van het Wetboek op te heffen, wordt opgeheven.

**Art. 99.** Artikel 14 van het decreet van 20 juli 2005 tot wijziging van de Waalse Huisvestingscode, voor zover het ertoe strekt artikel 14, § 1, § 2, 1° en § 3, te vervangen, wordt opgeheven.

**Art. 100.** In afwijking van de artikelen 152 en 176.1 van de Waalse Huisvestingscode is de aanwijzing van de bestuurders die het Waalse Gewest vertegenwoordigen, bij de inwerkingtreding van dit decreet voor vier jaar geldig.

**Art. 101.** De wijzigingen ingediend bij de artikelen 3, 5°, 7°, 35, 1°, 37, 41, 46, 48, 57, 1° zijn niet van toepassing op de middelgrote woningen die op de datum van inwerkingtreding van dit decreet bestaan, noch op de op te richten middelgrote woningen, waarvan de beslissing tot subsidiëring aan de inwerkingtreding van dit decreet voorafgaat.

**Art. 102.** De directeurs-generaal en de adjunct-directeur-generaal bedoeld in de artikelen 106 en 175.9 van het decreet van 29 oktober 1998 tot invoering van de Waalse Huisvestingscode die op de datum van inwerkingtreding van dit decreet in een toestand van onverenigbaarheid verkeren in de zin van dit decreet, moeten uiterlijk op 31 december 2012 hieraan een einde maken.

**Art. 103.** De bestuurders die als particulier aandelen bezitten, moeten binnen de raad van bestuur van een openbare huisvestingsmaatschappij tot twee bestuurders beperkt worden bij de tweede verlenging van die raad van bestuur.

**Art. 104.** Dit decreet treedt in werking op een door de Regering te bepalen datum en uiterlijk op 1 juli 2012, met uitzondering van de artikelen 88 en 89 die op 1 januari 2014 in werking treden.

**Art. 105.** De artikelen 53, 79, 2°, 80 en 84 houden op van kracht te zijn op 1 juni 2014.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 9 februari 2012.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën

J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

Nota

(1) *Zitting 2011-2012.*

*Stukken van het Waalse Parlement*, 517 (2011-2012), nrs. 1, 1bis tot 14.

*Volledig verslag*, plenaire vergadering van 8 februari 2012.

Bespreking.

Stemming.